

SARL BISTINGO 1



Projet de plan de continuation Article L.626 2 / L.631 19 du Code de Commerce

Redressement judiciaire du 21 novembre 2018

SCP AJILINK AVAZERI-BONETTO – Administrateurs Judiciaires Associés

Siège social : 23/29 rue Haxo 13001 MARSEILLE - Tél. : 04 91 54 06 87

Etude d'Aix-en-Provence : 298 Avenue du club hippique 13090 AIX-EN-PROVENCE - Tél. : 04 42 20 59 32

Etude de Manosque : Immeuble Le Meeting Avenue du 1er Mai ZI Saint Joseph 04100 MANOSQUE - Tél. : 04 92 79 84 70

Email : avazeri-bonetto@ajilink.fr – www.ajilink.fr

PROCEDURE CONCERNANT

SARL BISTINGO 1

Redressement judiciaire

21 novembre 2018 - sur assignation

JUGE COMMISSAIRE

Monsieur Alain LEVINSPUHL

JUGE COMMISSAIRE SUPPLEANT

Monsieur Franck CHARRIOL

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Maître Vincent DE CARRIERE

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

SCP AJILINK AVAZERI-BONETTO
Mission de Représentation conduite par **Frédéric AVAZERI**

REPRESENTANT DES SALARIES

Madame Céline GUINTRAND
Mail : guintrandc@gmail.com

CONTROLEURS

Néant

I. SYNTHÈSE DU RAPPORT.....	4
II. PRÉSENTATION DE LA SARL BISTINGO 1.....	7
III. SITUATION ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES.....	19
IV. APUREMENT DU PASSIF.....	27
V. CONCLUSION.....	30

ANNEXE 1 : Situation arrêtée au 29 février 2020

ANNEXE 2 : Prévisionnel d'exploitation et de trésorerie

ANNEXE 3 : Projet d'entreprise de la SARL BISTINGO 1

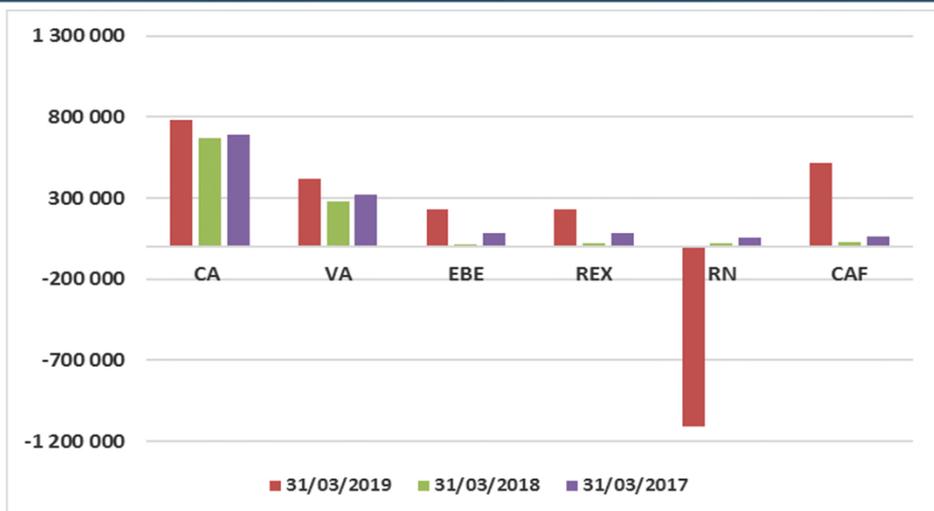
A dark blue vertical bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

I. SYNTHÈSE DU RAPPORT

- + **Activité** : Snack, restauration, plagiste.
- + **Effectif** : **6** salariés + **3** CDD à date
- + **Origine des difficultés** :
 - Contrôle Urssaf ayant entraîné des saisies sur le comptes bancaire de la société,
 - Taxations d'office pour non communication des déclarations à l'URSSAF,
 - Assèchement de la trésorerie,
 - Condamnation faisant suite au contrôle Urssaf pour travail dissimulé
- + **Éléments marquants** :
 - Redressement judiciaire en 2003 avec arrêt d'un plan de redressement sur 9 ans, exécuté,
 - Contrôle Urssaf pour travail dissimulé
 - Désignation d'un Technicien par Monsieur le Juge Commissaire, à la demande du soussigné,
 - Rapport de l'Expert, Monsieur Eric JAUFFRET, mettant à jour de nombreuses anomalies comptables,
 - Appel d'offres,
 - Résiliation par le soussigné des conventions liant la société BISTINGO aux sociétés SOFIGEX et MAPIRO dirigées par Monsieur MERLO
 - Désignation d'un expert comptable pour reprendre la tenue de la comptabilité
 - Diverses procédures engagées à l'encontre de l'ancien expert comptable Monsieur MERLO
- + **Perspectives de redressement** : plan de continuation
- + **Avis de l'Administrateur Judiciaire** : Avis défavorable

SYNTHESE – En quelques chiffres

Evolution de l'exploitation entre 2017 et 2019

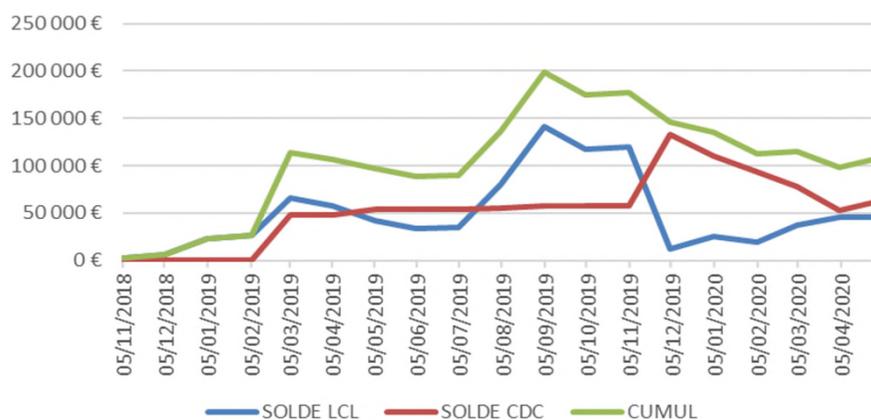


Bilan au 31 mars 2019

	Actif		Passif
Immobilisations	224 083 €	Fonds propres	- 561 488 €
Actifs circulants	223 385 €	Dettes	1 008 835 €
Total	447 468 €	Total	447 468 €

Evolution de la trésorerie

Evolution des soldes bancaires



Passif à apurer

Hors paiement	Echu	Non définitif	Total	NON Définitif	
Super	5 199.33	0.00	5 199.33	Contestation	4 765.90
Privilégiée	100 481.70	11 000.00	111 481.70	Instance en cours	453 388.38
Chirographaire	375 835.11	452 154.28	827 989.39	Provisionnel	5 000.00
TOTAL	481 516.14	463 154.28	944 670.42	TOTAL	463 154.28

A dark blue vertical bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

II. PRESENTATION DE LA SARL BISTINGO 1

Renseignements généraux

Dénomination :	BISTINGO 1
Forme Juridique :	Société à responsabilité limitée (SARL)
Date et numéro d'immatriculation :	Le 13 mai 1994 – 394 934 525
Code APE :	56.10C
Siège social :	148 avenue Mendès France 13008MARSEILLE
Etablissement secondaire :	aucun
Nom commercial :	BISTINGO
Site internet :	aucun
Objet social :	Snack, restauration, plagiste
Activité réelle :	Restaurant de plage
Capital :	7 622.45€ - Libéré
Expert-comptable :	Monsieur Rolland MERLO- SOFIGEX – A compter du 5 mars 2019 : Mr JL BERTHON cabinet BBR
CAC titulaire :	Néant
CAC suppléant :	Néant
Dernier exercice clos :	31/03/2019
Certifications des comptes :	NC
Approbation des comptes :	oui
Dépôt des comptes au greffe :	PV AG 2019 déposé au greffe

Dirigeant : Monsieur Daniel MAUREL

- Fonction : Gérant
- Date et lieu de naissance : 9 février 1962 à Marseille
- Adresse : 12 rue Cauvin – 13012 MARSEILLE
- Sociétés liées : Monsieur MAUREL aurait été gérant de la SARL PROTIS (RCS Marseille500 040 647)- restauration traditionnelle dans le 12^{ème}- arr Marseille
➤ société radiée depuis le 14/08/2017

Jugement du Tribunal de Commerce du 6 mars 2019 : donne mission au soussigné **d'assurer seul et entièrement l'administration de la société BISTINGO 1**

- **Délégation de pouvoir donnée à Mme ABBAS, salariée :**
 - *Gestion technique : tenue et contrôle journalier de la caisse, organisation du service, de la carte , de l'approvisionnement du restaurant,*
 - *Gestion administrative : transmettre l'ensemble des factures et bon de commande au délégant, enregistrement journalier des recettes*
 - *Gestion du personnel : responsable du processus de recrutement, organisation des congés payés, tenue des registres...*
 - *Gestion du contrôle de l'hygiène et la sécurité au travail*
- **Délégation de pouvoir donnée à Mme GUINRAND, salariée :**
 - *Gestion de la plage*

Actionariat

Le capital composé de 500 parts sociales **intégralement détenu par le Dirigeant.**

Historique et Présentation (1/3)

- La SARL BISTINGO 1 a été créée le 5 juin 1994 par Monsieur Maurel Daniel.
- La SARL BISTINGO 1 exploite un fonds de commerce de restauration rapide de type *snack de plage* situé à l'Escale Borely dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille à proximité du parc Borely, entre les plages du Prado et la plage de la Pointe Rouge.
- Il bénéficie d'une situation idéale en bord de mer avec terrasse les pieds dans le sable sur la plage de Bonneveine face à la rade de Marseille, promenade appréciée par les Marseillais.
- L'établissement ouvert toute l'année, est pourvu de grandes baies vitrées qui protègent la clientèle du mistral et d'une plage privée l'été.
- Le BISTINGO 1 est intégré dans un ensemble immobilier sur deux étages comprenant d'autres établissements de restaurations variées.



- La SARL BISTINGO occupe le domaine public maritime et bénéficie à ce titre d'un **contrat d'amodiation** avec la ville de Marseille lui permettant d'occuper un local inclus dans le programme immobilier « ESCALE BORELY » construit sur la partie des plages artificielles de Borely et Bonneveine, avenue Mendes France.
- Ce local porte sur les lots 13 et 14 de l'îlot Sud d'une superficie de 64m² chacun et l'usage d'une terrasse de 76m², mis à disposition par la ville sous le régime d'occupation temporaire et précaire du domaine public maritime, **sans propriété commerciale**.
- La redevance mensuelle actuelle est fixée à 3 287,54 € HT et HC par mois.

Historique et Présentation (2/3)



- Le BISTINGO 1 propose une restauration de type traditionnelle alternant viandes et poissons (*aïoli, paëlla, moules, brochettes, calamars...*), salades et pizzas.



- L'établissement est ouvert toute l'année, mais les horaires d'ouverture varient avec la saison :
 - **Basse saison** de octobre à avril : service de midi uniquement avec brasserie entre 10H à 15H
 - **Haute saison** de mai à septembre : service midi et soir avec brasserie de 10H à 15H et 18H à 23H00



Bistingo
 132 avis | N° 1 876 sur 2 121 Restaurants à Marseille

INFORMATIONS SUR L'ÉTABLISSEMENT
 148 avenue Pierre Mendès France, 13008 Marseille France
 +33 4 91 71 21 61
 + Ajouter le site web
 Horaires du jour : 12:00 - 14:00, 19:00 - 22:00

NOTES

○○○○○ Cuisine	○○○○○ Service
○○○○○ Rapport qual...	○○○○○ Ambiance

Accueil

2,5 ○○○○○ 132 avis

Excellent	8 %
Très bon	19 %
Moyen	15 %
Médiocre	20 %
Horrible	38 %

○○○○○ 09 sept 2018
 "Bien placé le long de la plage"

○○○○○ 18 août 2018
 "Bof"

➤ **Commentaires et notes des clients** : (source : site <https://www.tripadvisor.fr>)
 Les avis sont **majoritairement négatifs** ce qui peut avoir une influence sur une clientèle habituée à consulter ce genre de sites.

TARIFS PRATIQUÉS

Formule Transat.À partir de:	18,00€
Repas moyen midi	15,00€
Repas moyen soir	18,00€
Transat Journée à partir de	12,00€

- 2001**
- Selon le dirigeant les difficultés trouvent leur cause dans un assèchement de la trésorerie dû à des saisies pratiquées sur le compte de la société par l'Urssaf lors des contrôles effectués.
 - Il convient de rappeler que la SARL BISTINGO 1 a déjà fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en novembre 2001 qui avait trouvé son issue par l'arrêt d'un plan de redressement par apurement du passif sur 9 années (22/07/2002-22/07/2011).
- 2011**
- Au cours de ce plan la SARL BISTINGO 1 aurait eu des difficultés à régler à la fois les échéances de son plan et les charges sociales courantes, prenant du retard dans le paiement des charges URSSAF et KLESIA notamment.
 - La SARL BISTINGO n'ayant pas transmis à l'URSSAF les déclarations des charges, a fait l'objet de nombreuses taxations d'office et un contrôle d'assiette.
- 2012**
- En 2012, l'URSSAF a été autorisée à pratiquer des saisies conservatoires sur le compte courant de la SARL BISTINGO 1 (72 299 €) mettant à mal sa trésorerie.
 - le 17 février 2012, l'URSSAF a modifié l'objet de son contrôle, en un **contrôle pour travail dissimulé**.
- 2014**
- Un jugement du Tribunal Correctionnel du 10 mars 2014 a déclaré la SARL BISTINGO I coupable des faits de travail dissimulé.
- Ce jugement a été confirmé sur ce point par la Cour d'Appel d'Aix, chambre correctionnelle, du **11 mai 2015**.
 - l'URSSAF a poursuivi la réparation de ce préjudice au civil devant le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale qui a rendu un jugement du 22 février 2018 condamnant la SARL BISTINGO I à payer à l'URSSAF PACA la somme de **447 623 €** dont 371.739 € au titre des cotisations éludées et 75 884 € au titre des majorations de retard,
 - *Cette décision est contestée par la SARL BISTINGO 1 devant la Cour Administrative d'Appel*
- 2018**
- Parallèlement, l'URSSAF a saisi le Tribunal de Commerce de Marseille afin de faire vendre le fonds de commerce sur le fondement des articles L143-3 et L 143-4 du code de commerce, sur la base de plusieurs PV de saisies-ventes pratiquées pour une créance qu'elle évalue à 231 065,58 € correspondant à un retard de paiement de cotisations entre 2012-2013.
 - l'ouverture de la procédure de redressement le 21 novembre 2018 sur assignation de KLESIA pour des retard de paiements de cotisations datant de 2012à 2017 (73 736,10 €) a stoppé cette mesure d'exécution.

L'évolution de la situation financière

ACTIF	31/03/2019	31/03/2018	31/03/2017
immobilisations incorporelles	198 184	198 184	198 184
immobilisations corporelles	13 321	19 127	6 110
immobilisations financières	12 578	12 578	12 578
TOTAL IMMOBILISATIONS NETTES	224 083	229 889	216 872
stocks	1 461	1 461	1 461
avances et acomptes	-	-	-
créances	163 518	215 509	188 645
trésorerie active	58 405	890 233	827 767
charges constatées d'avance	-	-	-
TOTAL ACTIF CIRCULANT	223 384	1 107 203	1 017 873
charges à répartir	-	-	-
Primes de remboursement	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-
TOTAL GENERAL	447 467	1 337 092	1 234 745
PASSIF	31/03/2019	31/03/2018	31/03/2017
capitaux propres	- 561 489	557 891	538 360
autres fonds propres	-	-	-
TOTAL FONDS PROPRES	- 561 489	557 891	538 360
provisions pour risques & charges	121	121	121
dettes moyen long terme	1 008 835	779 080	696 264
écarts conversion passif	-	-	-
TOTAL DES CAPITAUX PERMANENTS	447 467	1 337 092	1 234 745
dettes court terme	-	-	-
trésorerie passive	-	-	-
produits constatés d'avance	-	-	-
TOTAL PASSIF CIRCULANT	-	-	-
TOTAL GENERAL	447 467	1 337 092	1 234 745

Les Bilans des exercices 2017 et 2018 ont été réalisés par L'expert-comptable historique de la société. **Le soussigné émet les plus extrêmes réserves sur ces bilans**

- Les **immobilisations incorporelles** sont essentiellement composées de la valeur du fonds commercial : 198 K€.
- Les **immobilisations corporelles** ont représenté un investissement de plus de **209 k€** et sont **amorties à près de 94%**.
- Concernant le **poste autres créances** : en l'absence de transmission de la comptabilité antérieure, il n'a pas été possible de déterminer à quoi correspondaient les sommes figurant dans ce compte. Ces sommes qui pour certaines pourraient être des sommes versées par Bistingo chez les huissiers dans le cadre du litige URSSAF, ne peuvent pas être considérées comme des actifs réalisables. Ce compte a été « nettoyé » au cours de la période d'observation par rapport au passif déclaré.
- Les **disponibilités** s'élevait au 31/12/19 à 58k€ en banque contre **893 234 € en caisse au 31/03/2018 !!!!! (sans contrepartie en espèces)***.
- Les **fonds propres** deviennent négatif en 2019 en raison de la perte enregistrée au 31/03/2019 de -1 110 379 € (explications page 13)
- La **passif comptable** au 31/03/2019 (comprenant le passif) se décompose comme suit :
 - emprunt et dettes assimilées à hauteur de 19 954 €
 - dettes fournisseurs à hauteur de 47 907 €
 - autres dettes à hauteur de 940 974 € (passif)

*** Au constat de nombreuses anomalies comptables, l'exposant a demandé la désignation d'un Technicien-Expert qui a rendu son rapport définitif le 10 avril 2019 faisant état d'importantes anomalies comptables et faux bilan. Des procédures sont en cours contre l'ancien expert comptable**

Evolution de l'exploitation

	31/03/2019	Part de CA	31/03/2018	Part de CA	31/03/2017	Part de CA
CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL H.T.	779 360	100%	670 187	100%	692 145	100%
VENTES DE MARCHANDISES	779 360	100%	670 187	100%	692 145	100%
COUT D'ACHAT DES MARCHANDISES	161 901	21%	216 607	32%	234 444	34%
MARGE COMMERCIALE	617 459	79%	453 580	68%	457 701	66%
PRODUCTION VENDUE	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION STOCKEE	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DE L'EXERCICE	-	-	-	-	-	-
MATIERES 1ERES & APPRO. CONSOMMES	-	-	-	-	10	0%
SOUS TRAITANCE DIRECTE	-	-	-	-	-	-
MARGE DE PRODUCTION	-	-	-	-	10	-
MARGE BRUTE GLOBALE	617 459	79%	453 580	68%	457 711	66%
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	196 783	25%	172 762	26%	133 616	19%
VALEUR AJOUTEE	420 676	54%	280 818	42%	324 095	47%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	-	-	-	-	-	-
IMPOTS, TAXES...	2 706	0%	8 490	1%	3 499	1%
CHARGES DE PERSONNEL	188 423	24%	256 083	38%	236 314	34%
EXCEDENT OU INSUFFISANCE BRUT(E) D'EXP.	229 547	29%	16 245	2%	84 282	12%
REPRISES SUR CHARGES D'EXPL.	-	-	-	-	-	-
AUTRES PRODUITS	257 946	33%	11 690	2%	10 376	1%
DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV.	256 582	33%	7 555	1%	8 419	1%
AUTRES CHARGES	13	0%	2	0%	3	0%
RESULTAT D'EXPLOITATION	230 898	30%	20 378	3%	86 236	12%
QUOTES PART SUR OPER. EN COMMUN	-	-	-	-	-	-
PRODUITS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
CHARGES FINANCIERES	317	0%	258	0%	116	0%
RESULTAT COURANT	230 581	30%	20 120	3%	86 120	12%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	28 380	4%	18	0%	187	0%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 369 339	176%	383	0%	21 646	3%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 340 959	-172%	401	0%	- 21 459	-3%
PARTICIPATION DES SALARIES	-	-	-	-	-	-
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-	-	990	0%	10 956	2%
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 110 378	-142%	19 531	3%	53 705	8%

SARL BISTINGO 1 – Projet de plan

- Monsieur BERTHON a établi le bilan au **31/03/2019** en **émittant des réserves**, en raison :
 - d'une part, de l'absence de communication par l'ancien expert comptable des pièces comptables pour la période antérieure au RJ
 - d'autre part, d'une incertitude sur les écarts de caisse ayant existé avant que le soussigné ne soit désigné avec une mission de gestion de l'entreprise: une provision provisoire de 250 k€ avait été émise en cours d'année pour incertitude sur la caisse. Elle a été annulée par une reprise de provision du même montant dans le bilan définitif. L'écart de caisse a été ajusté en charge exceptionnelles
 - On peut constater toutefois que :
 - Le **niveau d'activité** est supérieur à l'année précédente de **+ 16%**
 - Le **taux de marge (79%)** est supérieur de 11 points vs exercice 2017/2018 en raison d'une maîtrise des coûts d'achat et se rapproche de la marge normative dans ce domaine d'activité,
 - les **charges externes** sont similaires en ratio ,
 - la **masse salariale** est inférieure de - 26 % vs 2018 ce qui n'est pas conforme aux ratios de la profession plus proche de 40%
 - L'exploitation apparaît très rentable (EBE +/- 230k€ en année pleine représentant 29% du CA).
- Toutefois, après vérifications effectuées par Monsieur BERTHON, a été inscrit en charges exceptionnelles : **l'ajustement de l'écart de caisse pour 1 060 895 € !** Et 306 489 € pour ajustement créances URSSAF suite à déclaration de créance.
- Ces charges exceptionnelles entraînent une **perte sur l'exercice de 1 110 378 €**

▪ Ordonnance du juge commissaire du 2 janvier 2019 :

- En raison des causes ayant conduit l'entreprise à être placée en redressement judiciaire, Monsieur le Juge Commissaire a désigné un technicien en la personne de **Eric JAUFFRET, expert-comptable**, avec mission de :
 - réaliser un diagnostic comptable sur la cause des difficultés, et déterminer si il y a eu des anomalies comptables,
 - déterminer la date réelle de cessation des paiements,
 - analyser comptablement les causes du contrôle URSSAF, et l'impact sur la trésorerie,
 - vérifier l'adéquation entre les déclarations à l'URSSAF et l'effectif de l'entreprise,
 - réaliser une étude sur la marge commerciale et de déterminer les conditions de financement du BFR,
 - réaliser un contrôle de la trésorerie et d'établir un budget prévisionnel de trésorerie mensualisé en tenant compte de la saisonnalité de l'activité,
 - établir un prévisionnel d'exploitation mensuel étayé des hypothèses de construction, incluant les pics intra mensuels, et plus généralement :
 - établir des situations comptables provisoires détaillées au cours de la période d'observation,
 - établir les attestations d'absence de dettes relevant de l'article L.622-17.

▪ Rapport définitif du 10 avril 2019 de l'expert JAUFFRET :

Outre les fautes de gestion caractérisées, ce rapport révèle également des anomalies comptables sérieuses susceptibles d'être qualifiées de fraudes (*recettes éludées, paiement en espèces pour des montants très importants, non dépôt des espèces en banque*) et également des pratiques répréhensibles de l'expert-comptable.

Il ressort notamment des constatations de l'Expert que :

- Concernant les exercices étudiés, de 2012 à 2018 les recettes n'étaient pas détaillées mais le chiffre d'affaires était reconstitué par l'expert-comptable en fin d'année à partir des achats de matières premières en appliquant un taux de marge entre 65 et 67%,
- Il n'existe pas de distinction entre les recettes restauration classique et les recettes de l'activité de plagiste (location de matelas, vente boissons et sandwiches),
- Il n'existe une caisse homologuée munie d'un Z que depuis l'exercice 2018/2019 permettant de transmettre à l'expert-comptable les recettes au mois le mois,
- Les recettes de plages ne sont pas enregistrées par la caisse homologuée munie d'un Z,
- La société ne dépose que très peu d'espèces en banque,
- d'après le dernier bilan, la caisse devrait s'élever à **889 831 € au 31 mars 2018**,
- Après reconstitution de l'évolution de la caisse depuis 2012, il apparaît que près de **544 000 € de recettes sur 6 ans n'ont pas été déposées en banque**,

- En 2018 seule la somme de 21 990 € a été déposée en banque en novembre 2018, la veille de l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire pour payer une dette KLESIA,
- Au global sur les 8 mois d'avril à décembre 2018, il manque déjà plus de 132 000 € de recettes en banque par rapport aux recettes déclarées, portant le solde théorique de la caisse à plus de **1 022 000 € au 31 décembre 2018 !!!**
- Le Dirigeant, Monsieur MAUREL déclarait le 17/01/2019 « ne pas disposer de ces liquidités »,
- L'expert-comptable n'a jamais contrôlé la caisse,
- Il apparaît que beaucoup de fournisseurs et même des salariés sont réglés en espèces sur les 4 dernières années (130k€ en moyenne),
- La plupart des factures d'achats sont comptabilisées sans justificatif de facture et soldées par la caisse ! aucune récupération de Tva ne peut être faite,
- Il existe des écritures comptables soldant le salaire d'une salariée Naima ABBAS au bout de 13 mois, ou de 20 mois et même par crédit du compte courant de Monsieur MAUREL comme si ce dernier lui avait personnellement réglé ses salaires !
- On remarque d'ailleurs que cette salariée, est domiciliée à la même adresse que l'adresse personnelle du dirigeant Monsieur MAUREL Daniel, ce qui laisse supposer des liens personnels
- Il existe des écritures de créance « avances au personnel » sans qu'aucune régularisation n'ait été faite auprès des salariés,
- Pour l'exercice 2018/2019, le compte 445500 intitulé « TVA sur CA à décaisser », enregistre indifféremment de la TVA déductible sur les achats, de la TVA collectée sur les ventes et de la TVA à décaisser,
- On constate une forte augmentation des frais généraux et notamment du poste « honoraires » comprenant à la fois les honoraires de l'expert-comptable, Monsieur MERLO du cabinet SOFIGEX qui s'élèvent à 60 283€ HT au 31/03/2018 et les honoraires d'une société MAPIRO, société de conseil en gestion également dirigée par Monsieur MERLO, qui s'élèvent au 31/03/2018 à 34 100 HT € soit un total d'honoraires pour Monsieur MERLO pour cet exercice de **94 383 € !!**
- **L'exposant a immédiatement notifié à Monsieur MERLO la résiliation des conventions existants entre la SARL BISTINGO et les sociétés SOFIGEX et MAPIRO qu'il dirige à ses torts exclusifs et saisi Monsieur le Juge Commissaire par voie de requête pour faire désigner un nouvel expert comptable chargé de la tenue et du suivi de la comptabilité de cette entreprise. Mr Jean Luc BERTHON a été désigné expert comptable par ordonnance du 5 mars 2019**
- **Dans son rapport définitif du 10 avril 2019, l'expert précise:**
 - Si les espèces enregistrées au 30/03/2018 n'existent pas, la **date de cessation des paiements de l'entreprise est antérieure à 2013.**
 - qu'il existe un **écart global de 112 918,24 €** entre les paiements des charges URSSAF enregistrés en comptabilité et les enregistrements des paiements perçus par l'URSSAF

1- ACTION POUR OBTENIR LA REMISE DE LA COMPTABILITÉ SOUS ASTREINTE

- **17 AVRIL 2019** : Action devant le juge commissaire en vue de la remise de la comptabilité par SOFIGEX
- **14 mai 2019**, ordonnance du juge commissaire : ordonne la délivrance de la comptabilité par SOFIGEX sous astreinte de 1000 € par jours de retard.
- **28 mai 2019** opposition de la SARL SOFIGEX à cette ordonnance
- **2 octobre 2019**, le Tribunal confirme l'ordonnance du juge commissaire
- **11 octobre 2019** Déclaration d'APPEL de SOFIGEX contre jugement du 2/10/19- **en cours- aucune fixation devant la Cour**

2- ACTION INTENTÉE PAR SOFIGEX : ANNULATION DU RAPPORT D'EXPERTISE

- **2 MAI 2019** : Action devant Tribunal de commerce engagée par la SARL SOFIGEX aux fins d'annulation du rapport d'expertise de Monsieur JAUFFRET et la condamnation de la SARL BISTINGO 1 au paiement de la somme de 80 k€ pour perte de chiffre d'affaires consécutivement à la résiliation de son contrat. **en délibéré plaidée le 4 mars 2020**
- *Requête en suspicion légitime déposée par SOFIGEX*
- *Ordonnance du Président de la Cour d'Appel du 27 février 2020 : rejet de la requête en suspicion légitime*
- **Pourvoi en cassation de SOFIGEX du 3 mars 2020 contre l'ordonnance du premier Président de la CA –**

3- ACTION EN RÉPÉTITION DE L'INDU

- **24 JUIN 2019** : Action devant le Tribunal de commerce engagée à l'encontre de la SARL SOFIGEX et la Société MAPIRO en remboursement des sommes indument perçues (195 699 € et 132 650 €, outre intérêts et dommage et intérêts pour le préjudice financier (50 000€) **en délibéré plaidée le 4 mars 2020**
- *Requête en suspicion légitime déposée par SOFIGEX et MAPIRO-*
- *Ordonnance du Président de la Cour d'Appel du 27 février 2020 : rejet de la requête en suspicion légitime*
- **Pourvoi en cassation de SOFIGEX du 3 mars 2020 contre l'ordonnance du premier Président de la CA – en cours**

4- ACTION EN REPORT DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENT

- jugement du Tribunal de Commerce du 8 janvier 2020 reporte la date de cessation des paiements au 21 mai 2017

5- ACTION EN LIQUIDATION D'ASTREINTE

Requête déposée le 28 octobre 2019, audience le 25 février, renvoyée le 31 mars 2020 **en attente d'une nouvelle date d'audience**

6- ACTION EN RESPONSABILITÉ À L'ENCONTRE DE LA SARL SOFIGEX *en cours d'étude*

- A date, l'entreprise emploie **7 salariés**, dont **1 CDD (le dirigeant)**, répartis comme suit :

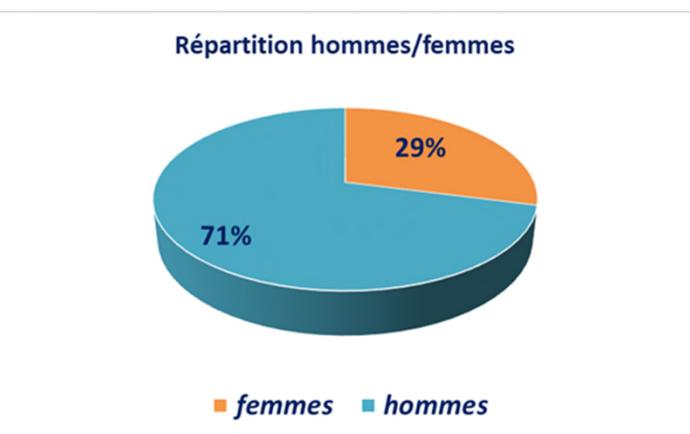
	Date de naissance	Catégorie professionnelle	Statut	QUALIF	Contrat	Date d'entrée	Date fin contrat	TEMPS DE TRAVAIL	Salaire brut	obs
1	24/01/1971	SERVEUR	employé	NIV 1 ECH 1	CDI	23-mai-17		39H/SEMAINE	1 712,45 €	Arrêt maladie
2	09/02/2000	PIZZAIOLO	Employé	NIV 1 ECH 1	CDI	30-janv.-18		39H/SEMAINE	1 712,45 €	
3	19/04/1968	RESPONSABLE SERVICE/ SERVEUSE	employé	NIV 1 ECH 1	CDI	14-juin-05		39H/SEMAINE	1 712,45 €	
4	10/08/1964	AIDE CUISINIER	employé	NIV 1 ECH 1	CDI	21-janv.-19		39H/SEMAINE	1 712,45 €	
5	17/10/1973	SERVEUSE Responsable plage	employé	NIV 1 ECH 1	CDI	21-avr.-18		39H/SEMAINE	2 300,00 €	représentante des salariés
6	01/07/1969	AIDE CUISINIER-PLONGEUR	employé	NIV 1 ECH 1	CDI	1-mars-18		35H/SEMAINE	1 521,25 €	
7	09/02/1962	RESPONSABLE DES ACHATS/INTENDANT	employé	NIV 1 ECH 3	CDD	7-mars-19	21 mai 2020	35H/semaine	1 531,87 €	Gérant

En raison de l'entrée en saison et vacances scolaires, le soussigné a dû embaucher 2 salariés supplémentaires pour 3 mois renouvelables :

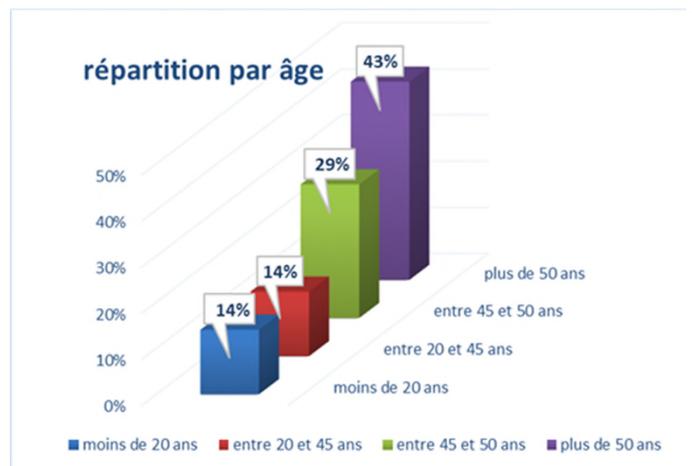
	Date de naissance	Catégorie professionnelle	Statut	QUALIF	Contrat	Date d'entrée	Date fin contrat	TEMPS DE TRAVAIL	Salaire brut	obs
1	6/08/96	SERVEUR	employé	NIV 1 ECH 1	CDD	22/02/20	21/06/20	169H/MOIS	1539,45 €	
2	23/9/97	SERVEUR	Employé	NIV 1 ECH 1	CDD	11/03/20	10/07/20	169H/MOIS	1539,45 €	

➤ **L'ensemble du personnel a été placé en chômage partiel à compter du 15 mars 2020**

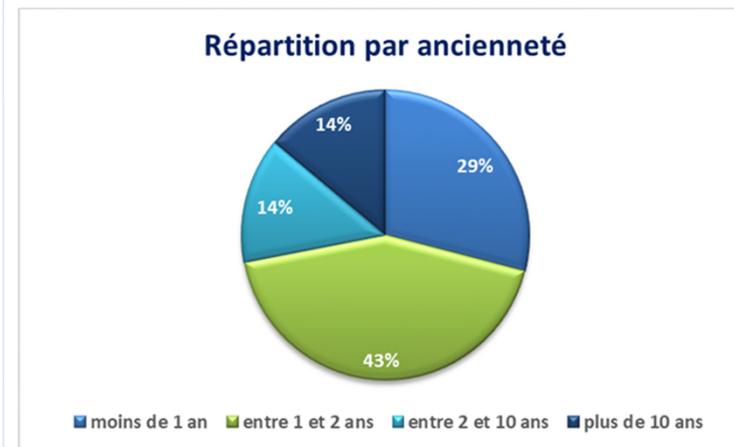
- La répartition hommes/femmes est la suivante :



- La moyenne d'âge est de 46 ans :



- L'ancienneté est majoritairement inférieure à 2 ans :



- La convention collective applicable est : N°3292 Hôtels, cafés, restaurants.
- La masse salariale a évolué comme suit sur les 4 derniers exercices :

	<i>provisoire</i>					
	29/02/2020	31/03/2019	Var.	31/03/2018	Var.	31/03/2017
Chiffre d'affaires mensuel moyen	47390	64 947	16%	55 849	-3%	57 679
Effectif CDI	6					-
Masse salariale mensuelle moyenne	21 316	15 702	-26%	21 340	8%	19 693
Poids masse salariale/CA	44,98%	24,18%	-	38,21%	-	34,14%

- L'AGS a fait l'avance des salaires du 1^{er} au 20 novembre 2018 (5 199 €)
- Madame Céline GUINTRAND** a été élu en qualité de **représentante des salariés** pour les besoins de la procédure collective.
- Il n'a pas été porté à la connaissance de l'exposant l'existence de procédures prud'homales.

A dark blue vertical bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

III. SITUATION ECONOMIQUE & PERSPECTIVES

EXPLOITATION 2019/2020 - *situation provisoire sur 11 mois*

SCP AJILINK AVAZERI-BONETTO



11 mois

29/02/2020 Part de CA

CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL H.T.	521 287	100%
VENTES DE MARCHANDISES	521 287	100%
COÛT D'ACHAT DES MARCHANDISES	128 880	25%
MARGE COMMERCIALE	392 407	75%
PRODUCTION VENDUE	-	
PRODUCTION STOCKEE	-	
PRODUCTION IMMOBILISEE	-	
PRODUCTION DE L'EXERCICE	-	
MATIERES 1ERES & APPRO. CONSOMMES	-	
SOUS TRAITANCE DIRECTE	-	
MARGE DE PRODUCTION	-	
MARGE BRUTE GLOBALE	392 407	75%
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	108 992	21%
VALEUR AJOUTEE	283 415	54%
SUBVENTION D'EXPLOITATION	-	
IMPOTS, TAXES...	11 544	2%
CHARGES DE PERSONNEL	234 480	45%
EXCEDENT OU INSUFFISANCE BRUT(E) D'EXP.	37 391	7%
REPRISES SUR CHARGES D'EXPL.	-	
AUTRES PRODUITS	277	0%
DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV.	6 033	1%
AUTRES CHARGES	46	0%
RESULTAT D'EXPLOITATION	31 589	6%
QUOTES PART SUR OPER. EN COMMUN	-	
PRODUITS FINANCIERS	48	0%
CHARGES FINANCIERES	-	
RESULTAT COURANT	31 637	6%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 964	13%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	179 886	35%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 113 922	-22%
PARTICIPATION DES SALARIES	-	
IMPOTS SUR LES BENEFICES	-	
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 82 285	-16%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	- 76 252	-15%

SARL BISTINGO 1 – Projet de Plan

- La situation remise porte sur **11 mois**, étant précisé que l'établissement était fermé de mi janvier à mi février, le chiffre d'affaires porte donc sur 10 mois d'activité. (en 2019 : 11 jours de fermeture seulement)
- Les comptes annuels au 31 mars 2020 ne devraient pas être très différents compte tenu de **l'arrêt total de l'activité dû à la pandémie à compter du 15 mars 2020**
- L'activité paraît toutefois être en décroissance de +/-20% vs 2019**
- La **marge brute globale** reste dans la norme
- Les charges externes** sont en légère baisse
- La masse salariale est en augmentation.** A noter que le soussigné a dû régulariser des contrats CDI pour 6 salariés qui travaillaient en début de procédure après la fin prévue de leur CDD. La masse salariale 2019/2020 semble toutefois plus conforme aux normes dans la profession.
- La rentabilité diminue en conséquence, mais le niveau d'E.B.E. reste positif.**
- Le résultat d'exploitation semble conforme à une exploitation normale +31,6k€**
- La situation n'est **déficitaire** qu'en raison de charges exceptionnelles sur exercices antérieurs (*régularisations de TVA, solde huissier, complément passif...*)

ACTIF	29/02/2020	PASSIF	29/02/2020
immobilisations incorporelles	198 184	capitaux propres	- 643 773
immobilisations corporelles	19 539	autres fonds propres	-
immobilisations financières	12 578	TOTAL FONDS PROPRES	- 643 773
TOTAL IMMOBILISATIONS NETTES	230 301	provisions pour risques & charges	-
stocks	1 461	dettes moyen long terme	- 59 937
avances et acomptes	-	écarts conversion passif	-
créances	88 982	TOTAL DES CAPITAUX PERMANENTS	- 703 710
trésorerie active	39 902	dettes court terme	1 064 356
charges constatées d'avance	-	trésorerie passive	-
TOTAL ACTIF CIRCULANT	130 345	produits constatés d'avance	-
charges à répartir	-	TOTAL PASSIF CIRCULANT	1 064 356
Primes de remboursement	-	TOTAL GENERAL	360 646
Ecarts de conversion	-		
TOTAL GENERAL	360 646		

Dont 58 650 € de disponibilités sur CDC

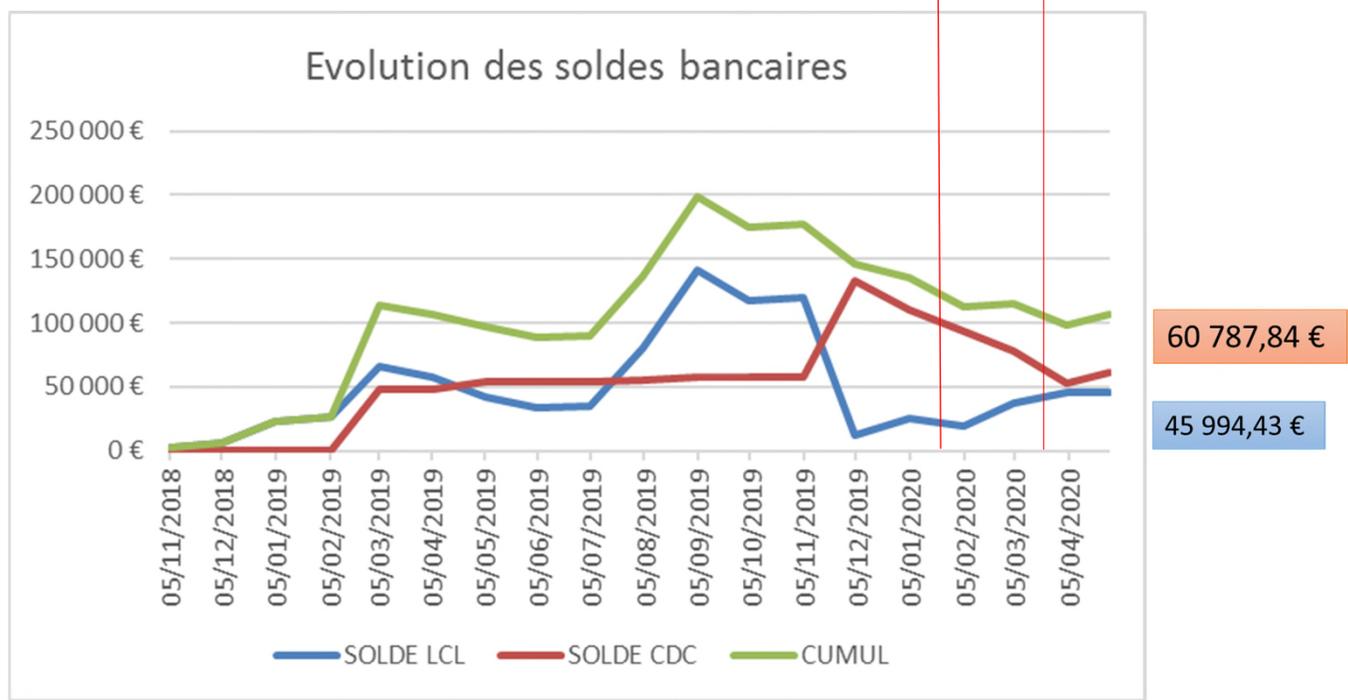
Evolution de la Trésorerie

- Au **28 avril 2020**, la SARL BISTINGO 1 disposait d'une trésorerie de l'ordre de **45 994,43 € sur le compte LCL** outre une somme de **60 787,84 € sur le compte CDC dont 12 800 €** consignés à la CDD au titre de l'article L622-18 du code de commerce, soit une trésorerie totale de **106 782,27€**

- Elle a évolué comme suit depuis l'ouverture de la procédure :

Congés annuels 1 mois

Arrêt activité Pandémie



- Il convient de noter que depuis la fermeture de l'établissement et afin de préserver la trésorerie pendant la période de l'état d'urgence sanitaire, le paiement de certaines charges ont été reportées.

Un projet d'entreprise global a été remis au soussigné comprenant la restructuration de l'entreprise au niveau de la gérance et des parts sociales **(I.)** ainsi que les investissements matériels à effectuer pour assurer la continuité de l'activité dans de bonnes conditions **(II.)**.

Il est précisé que l'ensemble des mesures développées ci-dessous seront proposées **sous condition suspensive de l'approbation du plan de redressement par le tribunal de commerce.**

I - RESTRUCTURATION DE L'ENTREPRISE

GERANCE

Il est prévu la **démission du poste de gérant par Monsieur Daniel MAUREL** et la **nomination en ses lieu et place de Madame Naïma ABBAS, sa compagne et de Madame Céline GUINTRAND pour une cogérance de l'entreprise**

- Monsieur MAUREL occupera un poste de salarié au sein de l'entreprise en qualité de **Responsable des achats** (Niveau 1 – échelle 3) (*poste occupé pendant la période d'observation*) pour une rémunération brute mensuelle de 2500 euros.
- Mesdames Céline GUINTRAND et Naïma ABBAS seront nommées dans les statuts afin d'exercer une **cogérance de l'entreprise**
- Elles conserveront leur statut de salariées : Madame ABBAS actuellement Responsable Service/Serveuse et Madame GUINTRAND actuellement Serveuse/Responsable Plage
- La restructuration de l'entreprise s'accompagnera d'une revalorisation des salaires de Mesdames GUINTRAND et ABBAS à hauteur de 2500 euros chacune
- Elles renoncent donc à toute rémunération au titre de la gérance eu égard aux difficultés financières de l'entreprise et afin de favoriser la réussite du plan de redressement

La cogérance GUINTRAND – ABBAS trouve sa justification par le fait :

- qu'elles occupent toutes les deux un poste clé dans l'entreprise et sont investies dans l'entreprise depuis de nombreuses années
- qu'elles sont toutes les deux expérimentées dans leur domaine respectif
- Leur rôle au sein de l'entreprise est complémentaire
- Elles ont bénéficié d'une délégation de pouvoir de l'Administrateur Judiciaire pendant la période d'observation

La cogérance proposée présente l'avantage d'une répartition des compétences et tâches selon les spécialités de chaque profil. Elle garantit également une continuité dans la gestion et favorisera la transition en douceur compte tenu de la démission de Monsieur MAUREL et de l'adoption du plan de redressement

➤ **A noter que Madame Abbas est la compagne actuelle du dirigeant et que Madame Guintrand est l'actuelle représentante des salariés**

PARTS SOCIALES

A ce jour, Monsieur Daniel MAUREL détient l'intégralité des parts sociales de l'entreprise.

Il est envisagé une cession de parts entre Monsieur Maurel et Madame ABBAS et Madame GUINTRAND afin que la répartition du capital soit la suivante :

- Monsieur Daniel MAUREL : 51 % des parts sociales
- Madame Céline GUINTRAND : 25 % des parts sociales
- Madame Soraya ABBAS : 24 % des parts sociales

A noter que Monsieur MAUREL reste majoritaire. En effet si Mesdames GUINTRAND et ABBAS sont majoritaires à elles deux il s'agira d'un collègue de gérance majoritaire et elles ne pourront pas alors bénéficier d'un contrat de travail. Or, Elles acceptent ce montage et ce risque à la condition qu'elles conservent un contrat de travail et donc une certaine sécurité.

En tout état de cause, le fait que Monsieur MAUREL reste majoritaire sera compensé par l'interdiction de vote qui devra être ordonnée afin de s'imposer à la société.

A titre de garantie, il conviendra de prévoir les dispositions suivantes :

- Aucune distribution de dividendes aux associés jusqu'au complet apurement du plan de redressement
- Gel du compte courant de Monsieur MAUREL pendant la durée du plan **(à noter qu'aucune créance n'a été déclarée à ce titre)**
- Inaliénabilité du fonds de commerce pendant toute la durée du plan de redressement
- Interdiction de toute modification sur le capital pendant toute la durée du plan de redressement
- Interdiction de vote statutaire par M. MAUREL sur la distribution des dividendes, sur l'affectation du résultat (mais pourra donner quitus aux gérantes) et sur la modification du capital social

II – INVESTISSEMENTS EN MATERIELS

Un certain nombre d'investissements devront être réalisés à court ou moyen terme afin d'entretenir l'établissement et de marquer un renouveau vis-à-vis de la clientèle.

La cuisine

Nettoyage complet de la cuisine et de la hotte à effectuer par l'intermédiaire d'un professionnel en début de saison ;

- Achat d'un four professionnel à prévoir pour la saison à venir ;
- Deux petites friteuses pour la saison à venir (nouvelle carte) ;
- Petit matériel (shaker, presse fruits, coupe légumes) ;

La salle de restaurant

- Réfection du plafond suite à des infiltrations d'eau (à voir avec l'assureur pour une prise en charge) ;
- Changement des volets roulants ;
- Finalisation des travaux de toiture actuellement en cours

Terrasse extérieure

- Nouvel éclairage des lieux ;
- Acquisition d'un porte menu professionnel
- Renouvellement des deux bâches de protection soleil et réglage des bras électrique avant le début de la saison
- A court terme : repeindre la structure en métal de la terrasse abimée par la corrosion
- A moyen terme : remplacer la structure en métal de la terrasse au profit d'une structure en bois
- Changement des baies vitrées cassées : ceci est en cours de concrétisation, l'assurance (La MAAF) a d'ores et déjà adressé le chèque qui est en possession de l'administrateur judiciaire

La plage

- De Mai à septembre : Favoriser au maximum l'investissement de la plage par la clientèle :
 - Ouverture le soir de 19h à 22h
 - Apéritif « apéro Beach » - Bar à Cocktail
 - Dîner sur la plage – développement de la Carte (pizza, petites frites, tempura, planche de charcuterie)
 - Ambiance musicale jusqu'à 22h (music lounge)
 - Personnel affecté à la plage : 2 personnes
- Changement de l'éclairage et de la décoration (palmiers...)

Le Menu et la Carte

- Augmentation des tarifs (aucune augmentation n'a été faite depuis plusieurs années)
- Approvisionnement en produits de base de meilleure qualité (poissons frais, légumes frais...) pour les plats et les pizzas ;
- Réduction du choix sur la Carte afin de favoriser un travail sur des produits frais et de saison ceci correspondant à la tendance et aux attentes actuelles de la clientèle

➤ **Le prévisionnel remis tient compte d'un investissement de l'ordre de 20 000 € HT les 2 premières années**

Prévisions d'exploitation

- L'exposant a été destinataire d'un prévisionnel d'exploitation établi par l'expert-comptable et qui peut être résumé comme suit :

	N-1 2019/2020 11 mois	Année 1 2020/2021	Année 2 2021/2022	Année 3 2022/2023
Chiffres d'affaires	521 287 €	625 818 €	643 544 €	653 293 €
Achats consommés	128 880 €	150 197 €	154 451 €	96 464 €
Marge brute	392 407 € 75%	475 621 € 76%	489 093 € 76%	496 502 € 76%
Charges externes	108 992 €	96 314 €	96 464 €	96 464 €
Valeur ajoutée	283 415 €	379 307 €	392 629 €	400 038 €
Impôts et taxes	11 544 €	10 548 €	10 629 €	10 629 €
Charges de personnel	234 480 €	334 724 €	343 656 €	343 656 €
E.B.E.	37 391 €	34 035 €	38 344 €	45 753 €
Dotations aux amortissements	6 033 €	8 180 €	9 371 €	9 371 €
Résultat de l'exercice	- 82 285 €	21 501 €	28 973 €	36 382 €
CAF	- 76 252 €	29 681 €	38 344 €	45 753 €

- Le prévisionnel a été établi en prenant en référence l'exercice N-1 (2019/2020) qui correspond mieux aux normes de la profession et à la capacité de l'entreprise sur les 11 premiers mois.
- Évidemment l'exercice 2019/2020 sera amputé d'une partie du mois de mars en raison de la fermeture due à la pandémie, ce qui reste un événement que l'on espère exceptionnel
- Il a été pris en compte dans le chiffre d'affaires 2020/2021 de la continuité de la crise sanitaire avec toutefois une reprise progressive à compter du mois d'avril (ce qui n'a pas été le cas, l'établissement n'ayant pas eu l'autorisation de rouvrir jusqu'à nouvel ordre)
- Le **taux de marge** est identique à ce qui a été réalisé en N-1 et conforme à la norme
- la **masse salariale** correspond également à celle de 2019/2020 et correspond aux ratios de la profession
- Il en ressort un **E.B.E. positif et en progression.**
- La **CAF dégagée cumulée avec la trésorerie disponible permet l'apurement du passif sous réserve des créances qui seront définitivement admises (litige URSSAF)**

➤ **Le prévisionnel tient compte des données figurant dans le projet d'entreprise remis par la société, et notamment des investissements de l'ordre de 20 000 € HT les 2 premières années et de la revalorisation du salaire des salariés associés.**

Prévisions de trésorerie

- L'exposant a été destinataire d'un prévisionnel de trésorerie établi par l'expert-comptable et qui peut être résumé comme suit :

Trésorerie (N)	Avr 2020	Mai 2020	Jun 2020	Jul 2020	Août 2020	Sep 2020	Oct 2020	Nov 2020	Déc 2020	Jan 2021	Fév 2021	Mar 2021	Total
Encaissements	37 489	37 827	89 637	116 002	157 753	54 042	36 131	18 249	33 125	26 639	53 920	45 427	706 241
Décaissements	48 359	58 984	52 375	78 645	94 935	99 852	51 194	38 034	37 142	57 385	38 542	41 715	697 162
Solde précédent	87 882	77 012	55 855	93 117	130 474	193 292	147 482	132 419	112 634	108 617	77 871	93 249	
Variation de la trésorerie	-10 870	-21 157	37 262	37 357	62 818	-45 810	-15 063	-19 785	-4 017	-30 746	15 378	3 712	
Solde de trésorerie	77 012	55 855	93 117	130 474	193 292	147 482	132 419	112 634	108 617	77 871	93 249	96 961	
Encours fournisseurs	16 890	17 064	30 249	37 473	47 492	22 602	18 304	14 012	17 582	16 025	22 572	20 536	

Trésorerie (N+1)	Avr 2021	Mai 2021	Jun 2021	Jul 2021	Août 2021	Sep 2021	Oct 2021	Nov 2021	Déc 2021	Jan 2022	Fév 2022	Mar 2022	Total
Encaissements	30 243	30 967	87 908	124 631	165 486	55 175	36 131	18 249	33 125	26 639	53 920	45 427	707 901
Décaissements	44 545	46 553	54 643	84 938	102 086	103 218	53 103	39 766	38 149	37 127	38 617	45 208	687 953
Solde précédent	96 961	82 659	67 073	100 338	140 031	203 431	155 388	138 416	116 899	111 875	101 387	116 690	
Variation de la trésorerie	-14 302	-15 586	33 265	39 693	63 400	-48 043	-16 972	-21 517	-5 024	-10 488	15 303	219	
Solde de trésorerie	82 659	67 073	100 338	140 031	203 431	155 388	138 416	116 899	111 875	101 387	116 690	116 909	
Encours fournisseurs	16 904	17 078	30 743	39 558	49 361	22 889	18 318	14 026	17 596	16 039	22 586	20 550	

Trésorerie (N+2)	Avr 2022	Mai 2022	Jun 2022	Jul 2022	Août 2022	Sep 2022	Oct 2022	Nov 2022	Déc 2022	Jan 2023	Fév 2023	Mar 2023	Total
Encaissements	30 243	30 967	89 009	128 150	170 127	56 639	36 131	18 249	33 125	26 639	53 920	45 427	718 626
Décaissements	47 305	48 901	56 991	87 626	105 521	107 001	55 903	42 114	40 497	39 475	40 965	47 564	719 863
Solde précédent	116 909	99 847	81 913	113 931	154 455	219 061	168 699	148 927	125 062	117 690	104 854	117 809	
Variation de la trésorerie	-17 062	-17 934	32 018	40 524	64 606	-50 362	-19 772	-23 865	-7 372	-12 836	12 955	-2 137	
Solde de trésorerie	99 847	81 913	113 931	154 455	219 061	168 699	148 927	125 062	117 690	104 854	117 809	115 672	
Encours fournisseurs	16 904	17 078	31 007	40 402	50 476	23 239	18 318	14 026	17 596	16 039	22 586	20 550	

A dark blue vertical bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

IV. APUREMENT DU PASSIF

Passif à apurer

- Le **passif déclaré** entre les mains du Mandataire Judiciaire, **vérifié mais non définitif**, peut être synthétisé comme suit :

Super privilège AGS	5 199,33 €
Passif échu définitif	362 899,21 €
Passif à échoir définitif	0 €
Sous-total passif définitif	368 098,54 €
Provisionnel	5 000 €
Contesté	460 054,28€
TOTAL DECLARE	833 152,82€

- Les **avances super privilégiées de l'AGS** s'élevant à **5 199, 33 €** devront être traitées hors plan selon des modalités à négocier avec le CGEA.
- Les **créances inférieures à 500€** représentant une somme de **41,63 €** seront réglées dès l'adoption du plan. **Il est rappelé que tout créancier peut ramener le montant de sa déclaration sous ce niveau pour bénéficier d'un paiement immédiat.**
- Il n'existe pas de passif à échoir
- Le passif contesté est essentiellement constitué de la créance URSSAF pour un montant **de 447 388, 38 €** soit 47 % du passif déclaré. Cette créance fait l'objet d'une procédure en cours devant la Cour de Cassation ; pourvoi du 24 juin 2019 contre arrêt de la Cour d'Appel d'Aix en Provence fixant la créance comme suit :
 - 371 739 € au titre de cotisations éludées
 - 75 884 € au titre des majorations de retard
 - 5 000 € au titre de l'article 700 du CPC

Ainsi, sur la base du passif accepté et sous réserve de l'issue des opérations d'admission des créances, **le passif à apurer dans le cadre du plan devrait s'élever :**

	Passif à rembourser dans le cadre du plan
ESTIMATION BASSE <i>Sans les créances contestées</i>	362 857,58 €
ESTIMATION HAUTE <i>Avec créances contestées</i>	833 152,82 €

Modalités d'apurement

- Afin de laisser le temps à l'activité de la SARL BISTINGO 1 de reprendre progressivement et pour permettre l'achèvement des procédures en cours, il est apparu nécessaire de bâtir un plan d'apurement **progressif**, sur **10 années**, dans les conditions suivantes :

- **Option 1** : apurement du passif par un règlement à hauteur de 100% en 10 annuités progressives comme suit :

	% réparti	HYPOTHESE BASSE		HYPOTHESE HAUTE	
		ANNUITE	MENSUALITE	ANNUITE	MENSUALITE
année 1	1%	3 628,58 €	302,38 €	8 331,53 €	694,29 €
année 2	2%	7 257,15 €	604,76 €	16 663,06 €	1 388,59 €
année 3	5%	18 142,88 €	1 511,91 €	41 657,64 €	3 471,47 €
année 4 et 5	10%	36 285,76 €	3 023,81 €	83 315,28 €	6 942,94 €
année 6	12%	43 542,91 €	3 628,58 €	99 978,34 €	8 331,53 €
année 7 à 10	15%	54 428,64 €	4 535,72 €	124 972,92 €	10 414,41 €
TOTAL	100%	362 857,58 €		833 152,82 €	

- **Option 2** : le créancier accepte expressément de **limiter sa créance à 500€** pour bénéficier d'un règlement immédiat à l'adoption du plan, dès l'admission définitive de sa créance. **Le solde de la créance sera purement et simplement abandonné** sans clause de retour à meilleure fortune.
- **Le défaut de réponse vaut acceptation de l'option 1.**
 - **l'inaliénabilité du fonds de commerce** que le Tribunal pourrait ordonner est proposée en garantie de ce plan.
 - Afin de faciliter le versement des dividendes, la Société propose de verser mensuellement entre les mains du Commissaire à l'Exécution du Plan qui serait désigné par le Tribunal 1/12^{ème} de l'annuité en vue de sa consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations.
 - La Société BISTINGO 1 s'engage par ailleurs à fournir au Commissaire à l'Exécution du Plan ses comptes annuels au plus tard 6 mois après la clôture de chaque exercice.

A dark blue vertical bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

V. CONCLUSION

- Pour rappel, la procédure de redressement judiciaire a été ouverte sur assignation de KLESIA pour des retards de paiements de cotisations datant de 2012 à 2017 ; parallèlement l'URSSAF avait poursuivi la société BISTINGO 1 en réparation du préjudice subi faisant suite à la condamnation par le Tribunal Correctionnel de la SARL BISTINGO 1 pour des faits de travail dissimulé.
 - Le passif de la société est composé à près de 50% de la créance déclarée par l'URSSAF au titre de ce préjudice **447 388, 38 €**. Cette créance est à ce jour contestée. En effet, un pourvoi en cassation du 24 juin 2019 contre l'arrêt ayant fixé cette créance, est toujours en cours.
 - En l'état des nombreuses anomalies révélées dans le rapport du Technicien Expert désigné, l'exposant a lancé un appel d'offre des plus élargis avec une date de dépôt des offres fixée au 20 mars 2019, reportée au 27 mars 2019 afin de trouver un repreneur susceptible de reprendre l'exploitation de cette entreprise.
 - A l'issue de ces diligences, le soussigné était destinataire de **3 offres** de reprise qui ont été soumises à l'examen du Tribunal.
 - Jugeant les offres insuffisantes, le Tribunal a ordonné la réouverture des débats au 16 octobre 2019.
 - Parallèlement, le soussigné a lancé un **nouvel appel d'offre** fixant le délai pour déposer les offres au **21 novembre 2019**.
 - La SARL BISTINGO 1 a reconnu que son représentant légal avait commis des erreurs mais soutien que le redressement par voie de continuation apparait adapté dès lors que le plan proposé prévoit un changement de gérance.
 - Le Tribunal a prorogé la période d'observation sur requête du Procureur de la République jusqu'au **21 mai 2020** fixant l'audience au **6 mai 2020**.
- *La période d'observation **est prolongée de plein droit** en application des dispositions de l'article 2-II de l'ordonnance **n°2020-341 du 27 mars 2020** pour une **durée équivalente à la durée de l'état d'urgence** (fixée à 3,5 mois du 24 mars au 10 juillet) **augmentée d'un mois**.*
- Bien qu'ayant été destinataire de plusieurs manifestations d'intérêts, le soussigné n'a reçu **aucune offre**, ni dans le délai fixé ni en dehors.
 - La SARL BISTINGO 1 a remis au soussigné un **projet d'entreprise** établi conjointement entre l'actuel gérant et deux salariées afin que l'activité puisse être poursuivie.
 - Ce projet repose sur un **changement de gérance** et une **modification du capital social**. Deux salariées, occupant actuellement les postes de Responsable en salle et Responsable plage prendraient la co-gérance et se partageraient 49% du capital.
 - **Certaines garanties sont prévues (page 23) et notamment l'interdiction de vote de Monsieur MAUREL qui devra être ordonnée par décision de justice afin de s'imposer à la société.**

- Des investissements pour remise en état de l'établissement, un projet de réorganisation de l'activité et d'amélioration de la carte ont été intégrés dans le projet d'entreprise
- Un prévisionnel a été établi sur la base de ce projet d'entreprise et en se référant à l'activité développée par la société pendant la période d'observation.
- L'entreprise propose le remboursement de **100% des créances telles qu'elles seront définitivement admises sur 10 ans de manière très progressive.**
- Cette progressivité s'explique **d'une part** pour permettre que les procédures en cours puissent aboutir, car elles auront un impact à la fois sur le montant du passif (*contestation de la créance de l'URSSAF*) et sur l'augmentation des disponibilités (*si condamnation de l'ancien expert comptable*), et **d'autre part** pour permettre à l'activité qui a subi un coup d'arrêt avec la crise sanitaire due à la Pandémie du Covid 19, de reprendre un volume normal.
- En effet, en application de l'arrêté du 14 mars 2020, l'entreprise a été contrainte **de fermer son établissement**, son activité n'étant pas « essentielle à la vie de la Nation ». Elle est donc privée de toute ressource depuis le 15 mars et jusqu'à nouvel ordre...
- Afin de préserver sa trésorerie pendant cette période, l'ensemble du personnel a été mis en chômage partiel dès le 15 mars, le report des charges a été demandé ainsi que la suspension du paiement de la redevance d'occupation du domaine public.
- Le passif à rembourser dépendra de l'issue de la vérification des créances, et pourra passer du simple au double dans le cas où la créance de l'URSSAF est admise ou non. (hypothèse haute : 833 152,82€ /Hypothèse basse : 362 857,58€)
- Les prévisions établies par l'expert comptable permettent d'envisager une CAF de 30 k€ pour la première année avec une progression de +/-20% par an. La CAF dégagée cumulée à la trésorerie disponible, positive, devraient permettre l'apurement du passif selon les propositions établies, à savoir **1% la première année, 2% la 2^{ème} année, 5% la 3^{ème} année, 10 % les 4^{ème} et 5^{ème} années, 12% la 6^{ème} année et 15% les 4 dernières années.**
- Les prévisions d'activité établies restent toutefois conditionnées à la décision qui sera prise par le gouvernement pour la réouverture des activités de restauration mais également l'accès aux plages. La fixation de ces dates auront un impact très important, compte tenu de la forte saisonnalité de l'activité de la SARL BISTINGO 1.
- Le renforcement des mesures de soutien en faveur des activités de restauration et entreprises du secteur du tourisme sont également très attendues pour permettre le renforcement de la trésorerie (*abandon des charges sociales et fiscales, abandon des redevances d'occupation du domaine public...?*)

- Les prévisions ne tiennent pas compte d'un potentiel gain exceptionnel qui pourraient intervenir à la suite des différentes procédures engagées à l'encontre de l'ancien Expert comptable
- Compte tenu des conditions dans lesquelles la société a été gérée avant l'ouverture de la procédure par le dirigeant et son maintien dans le capital, à fortiori de manière majoritaire, **le soussigné ne peut être favorable à un plan de continuation dans ces conditions** d'autant que la gérance est confiée en partie à la compagne du dirigeant lequel reste majoritaire au capital.
- Toutefois, le soussigné rappelle que le Tribunal a estimé que les offres qui avaient été présentées étaient insuffisantes et que celles-ci n'ont pas fait l'objet de nouvelles améliorations, de sorte que la présentation du présent projet de plan **est la seule alternative à la liquidation judiciaire.**
- La consultation des créanciers sur les propositions faites pour le remboursement du passif avec la nouvelle répartition du capital permettra au Tribunal de statuer sur l'issue de la procédure en ayant en mains tous les éléments pour juger de la pérennité de l'entreprise avec cette nouvelle gestion.
- En tout état de cause, le soussigné estime que les **gains éventuels issus des procédures judiciaires en cours ou à venir devront impérativement être affectés au remboursement anticipé du passif.**
- Il propose également qu'en garantie du projet de plan proposé, il soit prévu **qu'une somme à déterminer qui pourrait être de +/- 50 000 € soit dores et déjà consignée à la CDC** et que le **fonds de commerce soit déclaré inaliénable pendant toute la durée du plan.**
- Enfin il apparait nécessaire que des rendez-vous judiciaires soient fixés très régulièrement afin de suivre de près la nouvelle gestion de la SARL BISTINGO 1
- Telles sont les observations et les réserves, du soussigné sur le projet de plan de redressement ci-dessus exposé qui ne pourra en outre être économiquement viable que si l'activité est reprise rapidement pour permettre d'effectuer la saison estivale.

Diffusion :
Monsieur le Procureur de la République,
Monsieur le Juge Commissaire,
Maître DE CARRIERE,
SARL BISTINGO 1 + Maître NOZZI + Jean-Luc BERTHON,
DIRECCTE, RS

Fait à MARSEILLE, le 12 mai 2020

L'Administrateur Judiciaire

Frédéric AVAZERI

A vertical green bar with a rounded bottom edge, positioned to the left of the section header.

ANNEXES

A vertical green bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

ANNEXE 1 : Situation comptable arrêtée au 29 février 2020



COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/04/2019 au 31/03/2020

S.A.R.L. Bistingo I

148 Ave Mendes France

13008 MARSEILLE

<i>Rapport de présentation</i>	1
----- <i>B I L A N</i> -----	2
<i>Bilan Actif</i>	3
<i>Bilan Passif</i>	4
<i>Détail de l'Actif</i>	5
<i>Détail du Passif</i>	7
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	9
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	10
<i>Détail du Compte de Résultat</i>	11
<i>Soldes Intermédiaires de Gestion</i>	14
<i>Détail des Soldes Intermédiaires</i>	15
<i>Détermination de la Capacité d'Autofinancement</i>	18
<i>Chiffres clés de l'entreprise</i>	19

RAPPORT DE PRESENTATION

Etat exprimé en euros

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise **S.A.R.L. Bistingo I** relatifs à la période du **01/04/2019** au **29 février 2020**, qui se caractérisent par les données suivantes :

Total de la situation :	360 646 euros
Chiffre d'affaires :	521 287 euros
Résultat net comptable :	-82 285 euros

Il est nécessaire de souligner que la comparaison de la situation se fait avec le dernier bilan arrêté. L'établissement ayant fermé un mois (à cheval entre janvier et février 2020) l'activité présentée pour cette période n'est que de 10 mois.

Afin de voir la performance de l'entreprise il faut analyser le résultat d'exploitation qui doit être retraité des charges non récurrentes directement liées à la procédure. Au 29 février elles s'élèvent à 29.440 euros.

Le résultat d'exploitation corrigé s'élève donc à 61.029 euros, et la capacité d'autofinancement à la date du 29 février 2020 à 67.062 euros..

Fait à MARSEILLE

Le 10/04/2020

Signature

Etats financiers au 31/03/2020

Bilan

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/03/2020			31/03/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)	198 184		198 184	198 184
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	26 145	14 170	11 975	11 975
	Autres immobilisations corporelles	195 586	188 022	7 564	1 347
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	12 578		12 578	12 578	
	TOTAL (II)	432 493	202 193	230 300	224 083
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 461		1 461	1 461
Avances et Acomptes versés sur commandes					
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés					
Autres créances	88 983		88 983	163 518	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	39 902		39 902	58 405	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (III)	130 346		130 346	223 385
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	562 839	202 193	360 646	447 468

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

12 578

12 578

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/03/2020

31/03/2019

		31/03/2020	31/03/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	7 622	7 622
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	762	762
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
Report à nouveau	(569 872)	540 506	
Résultat de l'exercice	(82 285)	(1 110 379)	
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	(643 773)	(561 488)
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		121
	Total des provisions		121
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	19 954	19 954
	Emprunts et dettes financières divers	960 316	36 646
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 523	47 907
	Dettes fiscales et sociales	15 625	904 328
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance (1)			
	Total des dettes	1 004 419	1 008 835
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	360 646	447 468
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(82 284,95)	(1 110 378,80)
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 004 419	1 008 835
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	19 954	19 954

Détail de l'Actif

Etat exprimé en euros	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Capital souscrit non appelé						
TOTAL II - Actif Immobilisé NET	230 300	<i>63,86</i>	224 083	<i>50,08</i>	6 217	<i>2,77</i>
Fonds Commercial	198 184	<i>54,95</i>	198 184	<i>44,29</i>		
Fonds commercial	198 184	<i>54,95</i>	198 184	<i>44,29</i>		
Installations techniques, matériel et outillage	11 975	<i>3,32</i>	11 975	<i>2,68</i>		
Matériel industriel	26 145	<i>7,25</i>	26 145	<i>5,84</i>		
Amort matériel industriel	(14 170)	<i>-3,93</i>	(14 170)	<i>-3,17</i>		
Autres immobilisations corporelles	7 564	<i>2,10</i>	1 347	<i>0,30</i>	6 217	<i>461,62</i>
Instal./agen c. divers	131 466	<i>36,45</i>	119 866	<i>26,79</i>	11 600	<i>9,68</i>
Mat.bureau & informatique	13 279	<i>3,68</i>	12 629	<i>2,82</i>	650	<i>5,15</i>
Mobilier	50 841	<i>14,10</i>	50 841	<i>11,36</i>		
Amort.ag.cons.divers	(125 300)	<i>-34,74</i>	(119 267)	<i>-26,65</i>	(6 033)	<i>-5,06</i>
Amort.m at.bureau & informatique	(12 629)	<i>-3,50</i>	(12 629)	<i>-2,82</i>		
Amort. mobilier	(50 094)	<i>-13,89</i>	(50 094)	<i>-11,19</i>		
Autres immobilisations financières	12 578	<i>3,49</i>	12 578	<i>2,81</i>		
Depots & cautionnements versés	12 578	<i>3,49</i>	12 578	<i>2,81</i>		
TOTAL III - Actif Circulant NET	130 346	<i>36,14</i>	223 385	<i>49,92</i>	(93 038)	<i>-41,65</i>
Marchandises	1 461	<i>0,41</i>	1 461	<i>0,33</i>		
Stock de marchandises	1 461	<i>0,41</i>	1 461	<i>0,33</i>		
Autres créances	88 983	<i>24,67</i>	163 518	<i>36,54</i>	(74 535)	<i>-45,58</i>
Fournisseurs collectifs	5 761	<i>1,60</i>	1 084	<i>0,24</i>	4 677	<i>431,26</i>
Fourn emballages a rendre	378	<i>0,10</i>			378	
00009 - bacar said ali	1 060	<i>0,29</i>			1 060	
Maka maurel daniel	1 147	<i>0,32</i>			1 147	
Pers avances et acomptes			10 224	<i>2,28</i>	(10 224)	<i>-100,00</i>
Urssaf post controle	1 653	<i>0,46</i>			1 653	
Remuzat			30 004	<i>6,71</i>	(30 004)	<i>-100,00</i>
Autres organismes sociaux			52 028	<i>11,63</i>	(52 028)	<i>-100,00</i>
Huissier mornay			3 500	<i>0,78</i>	(3 500)	<i>-100,00</i>
Gensollen huissier			4 130	<i>0,92</i>	(4 130)	<i>-100,00</i>
Cotisation daniel			69	<i>0,02</i>	(69)	<i>-100,00</i>
Etat solde imp t soci t			9 539	<i>2,13</i>	(9 539)	<i>-100,00</i>
Etat a recouvrer			20 898	<i>4,67</i>	(20 898)	<i>-100,00</i>
Regul tva 2016 - 2017			588	<i>0,13</i>	(588)	<i>-100,00</i>
Etat tva sur autres biens et s	326	<i>0,09</i>			326	
Etat tva deductible	483	<i>0,13</i>	607	<i>0,14</i>	(124)	<i>-20,36</i>
Tva deductible sur passif à ap	3				3	
Tva deductible sur passif cont	1 634	<i>0,45</i>			1 634	
Tva collecté 10%			85	<i>0,02</i>	(85)	<i>-100,00</i>
Remboursement de tva demandé	3 781	<i>1,05</i>			3 781	
etat-produit à recevoir			5 233	<i>1,17</i>	(5 233)	<i>-100,00</i>
Cpte ct maurel caisse epa			20 000	<i>4,47</i>	(20 000)	<i>-100,00</i>
Blocage atd			37	<i>0,01</i>	(37)	<i>-100,00</i>
COMPTE CDC	58 650	<i>16,26</i>	5 491	<i>1,23</i>	53 159	<i>968,13</i>
Compte SCP DAB	12 800	<i>3,55</i>			12 800	
Compte d'attente	1 306	<i>0,36</i>			1 306	
Disponibilités	39 902	<i>11,06</i>	58 405	<i>13,05</i>	(18 503)	<i>-31,68</i>
Remise cb			6 230	<i>1,39</i>	(6 230)	<i>-100,00</i>
Remise tr			1 555	<i>0,35</i>	(1 555)	<i>-100,00</i>
Cr dit lyonnais ri	31 033	<i>8,60</i>	49 800	<i>11,13</i>	(18 767)	<i>-37,68</i>

Détail de l'Actif

Etat exprimé en euros	01/04/2019	12	01/04/2018	12	Variations	%
	31/03/2020	mois	31/03/2019	mois		
Caisse	5 353	1,48	820	0,18	4 533	552,85
Remises tr	3 515	0,97			3 515	
TOTAL DU BILAN ACTIF	360 646	100,00	447 468	100,00	(86 822)	-19,40

Détail du Passif

Etat exprimé en euros	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	(643 773)	<i>-178,5</i>	(561 488)	<i>-125,4</i>	(82 285)	<i>-14,65</i>
Capital Social ou individuel	7 622	<i>2,11</i>	7 622	<i>1,70</i>		
Capital	7 622	<i>2,11</i>	7 622	<i>1,70</i>		
Réserve légale	762	<i>0,21</i>	762	<i>0,17</i>		
Reserve legale	762	<i>0,21</i>	762	<i>0,17</i>		
Report à nouveau	(569 872)	<i>-158,0</i>	540 506	<i>120,79</i>	(1 110 379)	<i>-205,43</i>
Report a nouveau solde credite	540 506	<i>149,87</i>	540 506	<i>120,79</i>		
report à nouveau	(1 110 379)	<i>-307,8</i>			(1 110 379)	
Résultat de l'exercice	(82 285)	<i>-22,82</i>	(1 110 379)	<i>-248,1</i>	1 028 094	<i>92,59</i>
TOTAL II - Autres fonds propres						
TOTAL III - Total des Provisions			121	<i>0,03</i>	(121)	<i>-100,00</i>
Provisions pour charges			121	<i>0,03</i>	(121)	<i>-100,00</i>
Autres prov pour charges			121	<i>0,03</i>	(121)	<i>-100,00</i>
TOTAL IV - Total des dettes	1 004 419	<i>278,51</i>	1 008 835	<i>225,45</i>	(4 416)	<i>-0,44</i>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 954	<i>5,53</i>	19 954	<i>4,46</i>		
Crédit lyonnais70954v maurel	19 954	<i>5,53</i>	19 954	<i>4,46</i>		
Emprunts et dettes financières divers	960 316	<i>266,28</i>	36 646	<i>8,19</i>	923 670	<i>N/S</i>
Passif à apurer	944 670	<i>261,94</i>			944 670	
Compte courant maurel	15 646	<i>4,34</i>	36 646	<i>8,19</i>	(21 000)	<i>-57,31</i>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 523	<i>2,36</i>	47 907	<i>10,71</i>	(39 384)	<i>-82,21</i>
Fournisseurs collectifs	1 323	<i>0,37</i>	42 907	<i>9,59</i>	(41 584)	<i>-96,92</i>
Factures à recevoir	7 200	<i>2,00</i>	5 000	<i>1,12</i>	2 200	<i>44,00</i>
Dettes fiscales et sociales	15 625	<i>4,33</i>	904 328	<i>202,10</i>	(888 703)	<i>-98,27</i>
Abbas	138	<i>0,04</i>	1 638	<i>0,37</i>	(1 500)	<i>-91,59</i>
00009 - bacar said ali			1 040	<i>0,23</i>	(1 040)	<i>-100,00</i>
Guintrand			571	<i>0,13</i>	(571)	<i>-100,00</i>
Maka			353	<i>0,08</i>	(353)	<i>-100,00</i>
Sal castron ovo			846	<i>0,19</i>	(846)	<i>-100,00</i>
Personnel sal avant rj			3 933	<i>0,88</i>	(3 933)	<i>-100,00</i>
Valette delbos			715	<i>0,16</i>	(715)	<i>-100,00</i>
Heintz michel			901	<i>0,20</i>	(901)	<i>-100,00</i>
maurel daniel			82	<i>0,02</i>	(82)	<i>-100,00</i>
Compte n°42700000	142	<i>0,04</i>			142	
Pers congés à payer	9 988	<i>2,77</i>	12 549	<i>2,80</i>	(2 560)	<i>-20,40</i>
Urssaf post rj	2 308	<i>0,64</i>	6 037	<i>1,35</i>	(3 729)	<i>-61,77</i>
Urssaf apr s rj			318 592	<i>71,20</i>	(318 592)	<i>-100,00</i>
Urssaf post controle			438 668	<i>98,03</i>	(438 668)	<i>-100,00</i>
Huissier mornay			376	<i>0,08</i>	(376)	<i>-100,00</i>
Klesia ret post redrst	233	<i>0,06</i>	1 656	<i>0,37</i>	(1 423)	<i>-85,95</i>
Klesia chque redressement			7 579	<i>1,69</i>	(7 579)	<i>-100,00</i>
Klesia antérieur au 31 12 2014			5 537	<i>1,24</i>	(5 537)	<i>-100,00</i>
Klesia prevoyance post redress	382	<i>0,11</i>	3 189	<i>0,71</i>	(2 807)	<i>-88,01</i>
Mutuelle			17 568	<i>3,93</i>	(17 568)	<i>-100,00</i>
Charges sociales gerant			14 583	<i>3,26</i>	(14 583)	<i>-100,00</i>
Org.soc. congés à payer	1 449	<i>0,40</i>	2 662	<i>0,59</i>	(1 213)	<i>-45,57</i>
Prelevement à la source	52	<i>0,01</i>	18		34	<i>183,82</i>
Etat taxes sur c.a. à décaisse			44 532	<i>9,95</i>	(44 532)	<i>-100,00</i>

Détail du Passif

Etat exprimé en euros	01/04/2019		01/04/2018		Variations		%	
	31/03/2020	12 mois	31/03/2019	12 mois				
Etat tva a decaisser			4 119	<i>0,92</i>	(4 119)	<i>-100,00</i>		
Tresor public blocage atd			2 073	<i>0,46</i>	(2 073)	<i>-100,00</i>		
Blocage recette des finances m			778	<i>0,17</i>	(778)	<i>-100,00</i>		
Emplacement			820	<i>0,18</i>	(820)	<i>-100,00</i>		
Etat charges à payer	640	<i>0,18</i>	12 774	<i>2,85</i>	(12 134)	<i>-94,99</i>		
Taxe apprentissage	138	<i>0,04</i>			138			
formation cont inue	156	<i>0,04</i>	139	<i>0,03</i>	17	<i>12,00</i>		
TOTAL DU BILAN PASSIF	360 646	<i>100,00</i>	447 468	<i>100,00</i>	(86 822)	<i>-19,40</i>		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/03/2020

31/03/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	521 287		521 287	779 360
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)				
	Montant net du chiffre d'affaires	521 287		521 287	779 360
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			277	257 940 6
Total des produits d'exploitation (1)				521 564	1 037 306
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock			128 880	161 901
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			108 992	196 783
	Impôts, taxes et versements assimilés			11 544	2 706
	Salaires et traitements			213 540	166 382
	Charges sociales du personnel			20 871	22 041
	Cotisations personnelles de l'exploitant			69	
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			6 033	6 582
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				250 000
	Autres charges			46	13
	Total des charges d'exploitation (2)				489 975
RESULTAT D'EXPLOITATION				31 589	230 899

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/03/2020	31/03/2019
RESULTAT D'EXPLOITATION		31 589	230 899
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	48	
Total des produits financiers		48	
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		317
Total des charges financières			317
RESULTAT FINANCIER		48	(317)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		31 637	230 581
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	65 964	28 380
Total des produits exceptionnels		65 964	28 380
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	179 886	1 955 1 367 385
Total des charges exceptionnelles		179 886	1 369 339
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(113 922)	(1 340 960)
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		587 576	1 065 685
TOTAL DES CHARGES		669 861	2 176 064
RESULTAT DE L'EXERCICE		(82 285)	(1 110 379)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Total des produits d'exploitation	521 564	<i>100,05</i>	1 037 306	<i>133,10</i>	(515 742)	<i>-49,72</i>
Ventes de marchandises	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
Ventes de marchandises FRANCE	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
C aff 20%	158 221	<i>30,35</i>	569 399	<i>73,06</i>	(411 177)	<i>-72,21</i>
C aff 10%	363 065	<i>69,65</i>	209 961	<i>26,94</i>	153 104	<i>72,92</i>
Production vendue Biens						
Production vendue Services + Travaux						
Montant net du chiffre d'affaires	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
Reprises sur amort. & prov., transferts de charges			257 940	<i>33,10</i>	(257 940)	<i>-100,00</i>
Reprise sur provisions			250 000	<i>32,08</i>	(250 000)	<i>-100,00</i>
Transf. charges d'exploitation			7 940	<i>1,02</i>	(7 940)	<i>-100,00</i>
Autres produits d'exploitation	277	<i>0,05</i>	6		272	<i>N/S</i>
Produits div.gestion courante	277	<i>0,05</i>	6		272	<i>N/S</i>
Total des charges d'exploitation	489 975	<i>93,99</i>	806 407	<i>103,47</i>	(316 432)	<i>-39,24</i>
Achats de marchandises	128 880	<i>24,72</i>	161 901	<i>20,77</i>	(33 021)	<i>-20,40</i>
Achats de marchandises	1 234	<i>0,24</i>	16 246	<i>2,08</i>	(15 012)	<i>-92,41</i>
Achat march 5.5 %	86 931	<i>16,68</i>	115 469	<i>14,82</i>	(28 538)	<i>-24,71</i>
Achat march 20%	9 186	<i>1,76</i>	18 279	<i>2,35</i>	(9 094)	<i>-49,75</i>
Achat march cafes	3 220	<i>0,62</i>	1 215	<i>0,16</i>	2 005	<i>165,02</i>
Achat pain	1 023	<i>0,20</i>	1 474	<i>0,19</i>	(451)	<i>-30,59</i>
Achat march 10%	1 234	<i>0,24</i>			1 234	
Achat boissons	24 715	<i>4,74</i>	8 879	<i>1,14</i>	15 836	<i>178,36</i>
Achats gla ons	406	<i>0,08</i>	294	<i>0,04</i>	112	<i>38,06</i>
Achat sans tva	931	<i>0,18</i>	44	<i>0,01</i>	887	<i>N/S</i>
Autres achats et charges externes	108 992	<i>20,91</i>	196 783	<i>25,25</i>	(87 791)	<i>-44,61</i>
Achats materiel et travaux			226	<i>0,03</i>	(226)	<i>-100,00</i>
Achats fourn.non stock.(energi	6 413	<i>1,23</i>	13 878	<i>1,78</i>	(7 465)	<i>-53,79</i>
Carburant	1 410	<i>0,27</i>			1 410	
Achats fourn.entret.petit equi	12 198	<i>2,34</i>	1 186	<i>0,15</i>	11 012	<i>928,29</i>
Fournitures d'entretien	37	<i>0,01</i>	44	<i>0,01</i>	(8)	<i>-16,99</i>
Fourniture petit quipement			589	<i>0,08</i>	(588)	<i>-99,97</i>
Achats fourn.it.adm in istratives	340	<i>0,07</i>	309	<i>0,04</i>	30	<i>9,85</i>
Achats autres matieres et four			956	<i>0,12</i>	(956)	<i>-100,00</i>
Locations immobilieres	29 817	<i>5,72</i>	32 483	<i>4,17</i>	(2 666)	<i>-8,21</i>
Locations véhicules	71	<i>0,01</i>			71	
Canal plus			716	<i>0,09</i>	(716)	<i>-100,00</i>
Entretien et reparations	1 669	<i>0,32</i>	11 779	<i>1,51</i>	(10 110)	<i>-85,83</i>
Location vehicule	163	<i>0,03</i>			163	
Entretien r paration divers	1 650	<i>0,32</i>	686	<i>0,09</i>	964	<i>140,52</i>
Blanchisserie	756	<i>0,15</i>			756	
Primes d'assurance	938	<i>0,18</i>			938	
Assur multirisques	1 747	<i>0,34</i>	2 759	<i>0,35</i>	(1 011)	<i>-36,66</i>
Divers	42	<i>0,01</i>			42	
Honoraires comptables	12 133	<i>2,33</i>	56 528	<i>7,25</i>	(44 396)	<i>-78,54</i>
Honoraires gestion			42 700	<i>5,48</i>	(42 700)	<i>-100,00</i>
Honoraires avocats	26 996	<i>5,18</i>			26 996	
Honoraires juridiques	2 000	<i>0,38</i>	10 940	<i>1,40</i>	(8 940)	<i>-81,72</i>
Frais actes & contentieux	444	<i>0,09</i>	2 987	<i>0,38</i>	(2 543)	<i>-85,14</i>
Sacem	922	<i>0,18</i>	1 155	<i>0,15</i>	(233)	<i>-20,16</i>

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Sodice			324	0,04	(324)	-100,00
Annonces et insertions	2 159	0,41	1 450	0,19	708	48,83
Offert clientele	189	0,04	61	0,01	129	212,56
Transport sur achat	245	0,05			245	
Frais postaux & telecommunicat	319	0,06	172	0,02	147	85,72
Sfr	108	0,02	907	0,12	(799)	-88,08
Ciel telecom			164	0,02	(164)	-100,00
Services bancaires et assim ilé	1 920	0,37	7 074	0,91	(5 154)	-72,86
Frais sur achat			755	0,10	(755)	-100,00
Comm sur remise cb	4 304	0,83	5 955	0,76	(1 650)	-27,72
Com m ission s tickets restaurant	1				1	
Impôts, taxes et versements assimilés	11 544	2,21	2 706	0,35	8 839	326,66
Taxe apprentissage	329	0,06			329	
Formation pro	1 649	0,32	139	0,02	1 510	N/S
Impots et taxes	5 018	0,96			5 018	
Cfe	2 454	0,47	2 049	0,26	405	19,77
Cvae			258	0,03	(258)	-100,00
Sacem			229	0,03	(229)	-100,00
Spre	329	0,06	31		298	953,11
Emplacement	1 766	0,34			1 766	
Salaires et traitements	213 540	40,96	166 382	21,35	47 157	28,34
Sal appoint.com missions de bas	206 164	39,55	157 238	20,18	48 926	31,12
Salaires primes	4 708	0,90	194	0,02	4 514	N/S
Pers congés payés	(71)	-0,01	683	0,09	(754)	-110,39
Pers primes et gratifications	2 739	0,53	8 267	1,06	(5 528)	-66,87
Charges sociales du personnel	20 871	4,00	22 041	2,83	(1 169)	-5,30
Pers cotisations a l'urssaf	17 305	3,32	18 717	2,40	(1 412)	-7,54
Pers cotisations aux mutuelles	1 158	0,22	5 976	0,77	(4 818)	-80,61
Pers cotisations caisses de re	3 621	0,69	8 127	1,04	(4 507)	-55,45
Mutuelle			2 377	0,30	(2 377)	-100,00
Charges sociales sur cp	(1 213)	-0,23	(3 618)	-0,46	2 405	66,47
Crédit d'impôt cice			(9 539)	-1,22	9 539	100,00
Cotisations personnelles de l'exploitant	69	0,01			69	
Cotisation tns	69	0,01			69	
Dotation aux amortissements sur immobilisations	6 033	1,16	6 582	0,84	(549)	-8,34
Dotation	6 033	1,16	6 582	0,84	(549)	-8,34
Dotations aux prov. pour risques et charges			250 000	32,08	(250 000)	-100,00
Dotations aux provisions			250 000	32,08	(250 000)	-100,00
Autres charges de gestion courante	46	0,01	13		34	268,72
Charges div.gestion courante	46	0,01	13		34	268,72
Résultat d'exploitation	31 589	6,06	230 899	29,63	(199 309)	-86,32
Total des produits financiers	48	0,01			48	
Autres intérêts et produits assimilés	48	0,01			48	
Intéret caisse depot	48	0,01			48	
Total des charges financières			317	0,04	(317)	-100,00

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%	
Intérêts et charges assimilées							
Charges d'interets			317	0,04	(317)	-100,00	
			317	0,04	(317)	-100,00	
Résultat financier		48	0,01	(317)	-0,04	366	115,21
Résultat courant avant impôts		31 637	6,07	230 581	29,59	(198 944)	-86,28
Total des produits exceptionnels		65 964	12,65	28 380	3,64	37 584	132,43
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		65 964	12,65	28 380	3,64	37 584	132,43
Except prod except sur operati				28 380	3,64	(28 380)	-100,00
Produits exceptionnels sur op		12 735	2,44			12 735	
produits sur exercices anterie		53 229	10,21			53 229	
Total des charges exceptionnelles		179 886	34,51	1 369 339	175,70	(1 189 453)	-86,86
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		179 886	34,51	1 955	0,25	177 931	N/S
Charges exceptionnelles sur op		137	0,03	1 955	0,25	(1 818)	-92,99
AMENDES PENALITES		352	0,07			352	
charges sur exercices anterieu		179 398	34,41			179 398	
Charges exceptionnelles sur opération en capital				1 367 385	175,45	(1 367 385)	-100,00
Charges exceptionnelles				1 367 385	175,45	(1 367 385)	-100,00
Résultat exceptionnel		(113 922)	-21,85	(1 340 960)	-172,0	1 227 037	91,50
Résultat de l'exercice		(82 285)	-15,78	(1 110 379)	-142,4	1 028 094	92,59

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Ecart	%
CHIFFRE D'AFFAIRES	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
Ventes de marchandises	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
- Achats de marchandises	128 880	<i>24,72</i>	161 901	<i>20,77</i>	(33 021)	<i>-20,40</i>
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE	392 407	<i>75,28</i>	617 459	<i>79,23</i>	(225 052)	<i>-36,45</i>
Production vendue : Biens						
+ Production vendue : Travaux						
+ Production vendue : Services						
+ Variation production stockée						
+ Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE						
PRODUCTION + MARGE COMMERCIALE	392 407	<i>75,28</i>	617 459	<i>79,23</i>	(225 052)	<i>-36,45</i>
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance			226	<i>0,03</i>	(226)	<i>-100,0</i>
- Achats non stockés	20 398	<i>3,91</i>	16 963	<i>2,18</i>	3 436	<i>20,25</i>
- Autres charges externes	88 593	<i>17,00</i>	179 594	<i>23,04</i>	(91 001)	<i>-50,67</i>
VALEUR AJOUTEE PRODUITE	283 415	<i>54,37</i>	420 676	<i>53,98</i>	(137 261)	<i>-32,63</i>
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes sur rémunérations	1 978	<i>0,38</i>	139	<i>0,02</i>	1 839	<i>N/S</i>
- Autres impôts et taxes	9 566	<i>1,84</i>	2 567	<i>0,33</i>	6 999	<i>272,69</i>
- Salaires et traitements	213 540	<i>40,96</i>	166 382	<i>21,35</i>	47 157	<i>28,34</i>
- Charges sociales	20 940	<i>4,02</i>	22 041	<i>2,83</i>	(1 100)	<i>-4,99</i>
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	37 391	<i>7,17</i>	229 548	<i>29,45</i>	(192 156)	<i>-83,71</i>
+ Reprises sur amortissements et provisions			250 000	<i>32,08</i>	(250 000)	<i>-100,0</i>
+ Autres produits d'exploitation	277	<i>0,05</i>	6		272	<i>N/S</i>
+ Transfert de charges d'exploitation			7 940	<i>1,02</i>	(7 940)	<i>-100,0</i>
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	6 033	<i>1,16</i>	256 582	<i>32,92</i>	(250 549)	<i>-97,65</i>
- Autres charges de gestion courante	46	<i>0,01</i>	13		34	<i>268,72</i>
RESULTAT EXPLOITATION	31 589	<i>6,06</i>	230 899	<i>29,63</i>	(199 309)	<i>-86,32</i>
+ Quote-part sur opérations en commun						
+ Produits financiers	48	<i>0,01</i>			48	
- Quote-part sur opérations en commun						
- Charges financières			317	<i>0,04</i>	(317)	<i>-100,0</i>
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	31 637	<i>6,07</i>	230 581	<i>29,59</i>	(198 944)	<i>-86,28</i>
Produits exceptionnels	65 964	<i>12,65</i>	28 380	<i>3,64</i>	37 584	<i>132,43</i>
- Charges exceptionnelles	179 886	<i>34,51</i>	1 369 339	<i>175,70</i>	(1 189 453)	<i>-86,86</i>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(113 922)	<i>-21,85</i>	(1 340 960)	<i>-172,0</i>	1 227 037	<i>91,50</i>
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices						
RESULTAT DE L'EXERCICE	(82 285)	<i>-15,78</i>	(1 110 379)	<i>-142,4</i>	1 028 094	<i>92,59</i>

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Montant net du chiffre d'affaires	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
Ventes de marchandises	521 287	<i>100,00</i>	779 360	<i>100,00</i>	(258 073)	<i>-33,11</i>
C aff 20%	158 221	<i>30,35</i>	569 399	<i>73,06</i>	(411 177)	<i>-72,21</i>
C aff 10%	363 065	<i>69,65</i>	209 961	<i>26,94</i>	153 104	<i>72,92</i>
Achats de marchandises	128 880	<i>24,72</i>	161 901	<i>20,77</i>	(33 021)	<i>-20,40</i>
Achats de marchandises	1 234	<i>0,24</i>	16 246	<i>2,08</i>	(15 012)	<i>-92,41</i>
Achat march 5.5 %	86 931	<i>16,68</i>	115 469	<i>14,82</i>	(28 538)	<i>-24,71</i>
Achat march 20%	9 186	<i>1,76</i>	18 279	<i>2,35</i>	(9 094)	<i>-49,75</i>
Achat march cafes	3 220	<i>0,62</i>	1 215	<i>0,16</i>	2 005	<i>165,02</i>
Achat pain	1 023	<i>0,20</i>	1 474	<i>0,19</i>	(451)	<i>-30,59</i>
Achat march 10%	1 234	<i>0,24</i>			1 234	
Achat boissons	24 715	<i>4,74</i>	8 879	<i>1,14</i>	15 836	<i>178,36</i>
Achats gla ons	406	<i>0,08</i>	294	<i>0,04</i>	112	<i>38,06</i>
Achat sans tva	931	<i>0,18</i>	44	<i>0,01</i>	887	<i>N/S</i>
Marge commerciale	392 407	<i>75,28</i>	617 459	<i>79,23</i>	(225 052)	<i>-36,45</i>
Production de l'exercice						
Achats de sous-traitance			226	<i>0,03</i>	(226)	<i>-100,00</i>
Achats materiel et travaux			226	<i>0,03</i>	(226)	<i>-100,00</i>
Marge brute de production			(226)	<i>-0,03</i>	226	<i>100,00</i>
Production de l'exercice + Marge commerciale	392 407	<i>75,28</i>	617 459	<i>79,23</i>	(225 052)	<i>-36,45</i>
Achats non stockés matières et fournitures	20 398	<i>3,91</i>	16 963	<i>2,18</i>	3 436	<i>20,25</i>
Achats fourn.non stock.(energi	6 413	<i>1,23</i>	13 878	<i>1,78</i>	(7 465)	<i>-53,79</i>
Carburant	1 410	<i>0,27</i>			1 410	
Achats fourn.entret.petit equi	12 198	<i>2,34</i>	1 186	<i>0,15</i>	11 012	<i>928,29</i>
Fournitures d'entretien	37	<i>0,01</i>	44	<i>0,01</i>	(8)	<i>-16,99</i>
Fourniture petit quipement			589	<i>0,08</i>	(588)	<i>-99,97</i>
Achats fourn.it.adm in istratives	340	<i>0,07</i>	309	<i>0,04</i>	30	<i>9,85</i>
Achats autres matieres et four			956	<i>0,12</i>	(956)	<i>-100,00</i>
Autres charges externes	88 593	<i>17,00</i>	179 594	<i>23,04</i>	(91 001)	<i>-50,67</i>
Locations immobilières	29 817	<i>5,72</i>	32 483	<i>4,17</i>	(2 666)	<i>-8,21</i>
Locations véhicules	71	<i>0,01</i>			71	
Canal plus			716	<i>0,09</i>	(716)	<i>-100,00</i>
Entretien et réparations	1 669	<i>0,32</i>	11 779	<i>1,51</i>	(10 110)	<i>-85,83</i>
Location vehicule	163	<i>0,03</i>			163	
Entretien r paration divers	1 650	<i>0,32</i>	686	<i>0,09</i>	964	<i>140,52</i>
Blanchisserie	756	<i>0,15</i>			756	
Primes d'assurance	938	<i>0,18</i>			938	
Assur multirisques	1 747	<i>0,34</i>	2 759	<i>0,35</i>	(1 011)	<i>-36,66</i>
Divers	42	<i>0,01</i>			42	
Honoraires comptables	12 133	<i>2,33</i>	56 528	<i>7,25</i>	(44 396)	<i>-78,54</i>
Honoraires gestion			42 700	<i>5,48</i>	(42 700)	<i>-100,00</i>
Honoraires avocats	26 996	<i>5,18</i>			26 996	
Honoraires juridiques	2 000	<i>0,38</i>	10 940	<i>1,40</i>	(8 940)	<i>-81,72</i>
Frais actes & contentieux	444	<i>0,09</i>	2 987	<i>0,38</i>	(2 543)	<i>-85,14</i>
Sacem	922	<i>0,18</i>	1 155	<i>0,15</i>	(233)	<i>-20,16</i>
Sodice			324	<i>0,04</i>	(324)	<i>-100,00</i>
Annonces et insertions	2 159	<i>0,41</i>	1 450	<i>0,19</i>	708	<i>48,83</i>
Offert clientele	189	<i>0,04</i>	61	<i>0,01</i>	129	<i>212,56</i>
Transport sur achat	245	<i>0,05</i>			245	
Frais postaux & telecommunicat	319	<i>0,06</i>	172	<i>0,02</i>	147	<i>85,72</i>

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Sfr	108	0,02	907	0,12	(799)	-88,08
Ciel telecom			164	0,02	(164)	-100,00
Services bancaires et assim ilé	1 920	0,37	7 074	0,91	(5 154)	-72,86
Frais sur achat			755	0,10	(755)	-100,00
Comm sur rem ise cb	4 304	0,83	5 955	0,76	(1 650)	-27,72
Comm issions tickets restaurant	1				1	
Valeur ajoutée produite	283 415	54,37	420 676	53,98	(137 261)	-32,63
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunératio	1 978	0,38	139	0,02	1 839	N/S
Taxe apprentissage	329	0,06			329	
Formation pro	1 649	0,32	139	0,02	1 510	N/S
Impôts, taxes & versements assimilés autres	9 566	1,84	2 567	0,33	6 999	272,69
Impots et taxes	5 018	0,96			5 018	
Cfe	2 454	0,47	2 049	0,26	405	19,77
Cvae			258	0,03	(258)	-100,00
Sacem			229	0,03	(229)	-100,00
Spre	329	0,06	31		298	953,11
Emplacement	1 766	0,34			1 766	
Salaires et traitements	213 540	40,96	166 382	21,35	47 157	28,34
Sal appoint.com missions de bas	206 164	39,55	157 238	20,18	48 926	31,12
Salaires primes	4 708	0,90	194	0,02	4 514	N/S
Pers congés payés	(71)	-0,01	683	0,09	(754)	-110,39
Pers primes et gratifications	2 739	0,53	8 267	1,06	(5 528)	-66,87
Charges sociales	20 940	4,02	22 041	2,83	(1 100)	-4,99
Pers cotisations a l'urssaf	17 305	3,32	18 717	2,40	(1 412)	-7,54
Pers cotisations aux mutuelles	1 158	0,22	5 976	0,77	(4 818)	-80,61
Pers cotisations caisses de re	3 621	0,69	8 127	1,04	(4 507)	-55,45
Mutuelle			2 377	0,30	(2 377)	-100,00
Charges sociales sur cp	(1 213)	-0,23	(3 618)	-0,46	2 405	66,47
Cotisation tns	69	0,01			69	
Crédit d'impôt cice			(9 539)	-1,22	9 539	100,00
Excédent brut d'exploitation	37 391	7,17	229 548	29,45	(192 156)	-83,71
Reprises sur amortissements & provisions			250 000	32,08	(250 000)	-100,00
Reprise sur provisions			250 000	32,08	(250 000)	-100,00
Autres produits d'exploitation	277	0,05	6		272	N/S
Produits div.gestion courante	277	0,05	6		272	N/S
Transfert de charges			7 940	1,02	(7 940)	-100,00
Transf.charges d'exploitation			7 940	1,02	(7 940)	-100,00
Dotations aux amortissements et provisions	6 033	1,16	256 582	32,92	(250 549)	-97,65
Dotation	6 033	1,16	6 582	0,84	(549)	-8,34
Dotations aux provisions			250 000	32,08	(250 000)	-100,00
Autres charges de gestion courante	46	0,01	13		34	268,72
Charges div.gestion courante	46	0,01	13		34	268,72
Résultat d'explo tation	31 589	6,06	230 899	29,63	(199 309)	-86,32

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en euros

	01/04/2019 31/03/2020	12 mois	01/04/2018 31/03/2019	12 mois	Variations	%
Produits financiers		48			48	
Intéret caisse depot		48			48	
Charges financières					(317)	-100,00
Charges d'interets			317	0,04	(317)	-100,00
			317	0,04	(317)	-100,00
Résultat courant avant impôts		31 637		230 581	(198 944)	-86,28
		6,07		29,59		
Produits exceptionnels		65 964		28 380	37 584	132,43
Except prod except sur operati				28 380	(28 380)	-100,00
Piroduits exceptionnels sur op		12 735			12 735	
produits sur exercices anterie		53 229			53 229	
		2,44		3,64		
		10,21		3,64		
Charges exceptionnelles		179 886		1 369 339	(1 189 453)	-86,86
Charges exceptionnelles sur op		137		1 955	(1 818)	-92,99
AMENDES PENALITES		352			352	
charges sur exercices anterieu		179 398			179 398	
Charges exceptionnelles				1 367 385	(1 367 385)	-100,00
		34,51		175,70		
		0,03		0,25		
		0,07				
		34,41		175,45		
Résultat exceptionnel		(113 922)		(1 340 960)	1 227 037	91,50
		-21,85		-172,0		
Résultat de l'exercice		(82 285)		(1 110 379)	1 028 094	92,59
		-15,78		-142,4		

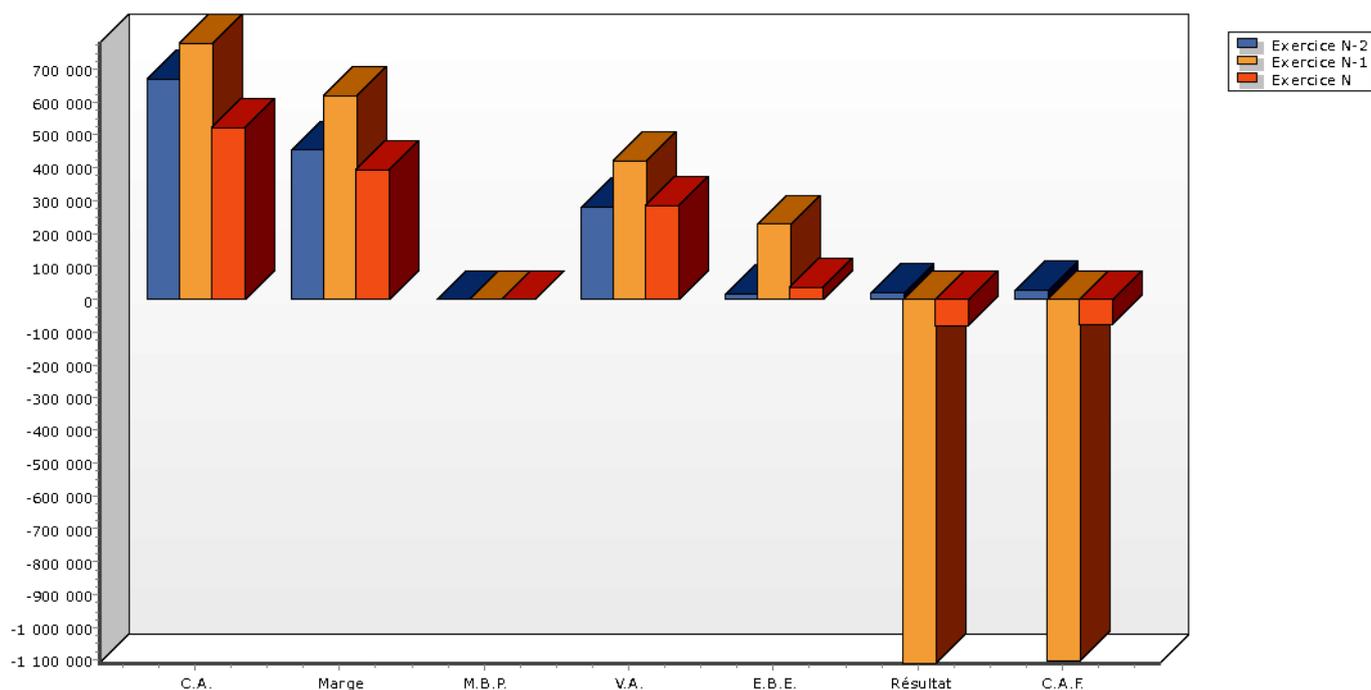
Détermination de la capacité d'autofinancement

Etat exprimé en euros	31/03/2020	31/03/2019	31/03/2018
Nombre de mois de la période	12	12	12
Résultat net	(82 285)	(1 110 379)	16 245
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 033	256 582	7 555
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		250 000	
+/- Plus ou moins values de cessions			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE	(76 252)	(1 103 796)	27 086

Chiffres clés de l'entreprise

Etat exprimé en euros

	31/03/2020	31/03/2019	Variation	N/N-1	31/03/2018
Nombre de mois	12	12			12
Chiffre d'affaires	521 287	779 360	(258 073)	-33,11	670 187
Marge commerciale	392 407	617 459	(225 052)	-36,45	453 580
<i>% sur vente de marchandises</i>	75,28	79,23			67,68
Marge brute de production		(226)	226	-100,0	
<i>% sur production</i>					
Valeur ajoutée	283 415	420 676	(137 261)	-32,63	280 818
<i>% sur CA</i>	54,37	53,98			41,90
Excédent brut d'exploitation	37 391	229 548	(192 156)	-83,71	16 245
<i>% sur CA</i>	7,17	29,45			2,42
Résultat net comptable	(82 285)	(1 110 379)	1 028 094	-92,59	19 531
<i>% sur CA</i>	-15,78	-142,47			2,91
Capacité d'autofinancement	(76 252)	(1 103 796)	1 027 545	-93,09	27 086
Besoin en fonds de roulement	66 296	(787 255)	853 551	-108,4	(507 621)
<i>Nombre de jours de CA</i>	45,78	(363,65)			(272,68)
Rotations (en jours)					
- Stock marchandises	4,08	3,25			1,21
- Stock produits finis					
- Crédit fournisseurs	12,90	48,08			35,16
- Crédit clients					



A vertical green bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

ANNEXE 2 : Prévisionnel d'exploitation et de trésorerie

A vertical green bar with a rounded bottom-left corner, positioned to the left of the section header.

ANNEXE 3 : Projet d'Entreprise

PROJET D'ENTREPRISE

*

SARL BISTINGO I

La SARL BISTINGO I a été créée le 5 juin 1994 aux fins d'exploiter un Fonds de commerce de restauration (Licence III) situé à l'Escale Borely dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille.

Le 21 novembre 2018, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte sur assignation de KLESIA pour des retards de paiement de cotisations datant de 2012 à 2017.

Par ordonnance en date du 2 janvier 2019, le juge-commissaire a désigné Monsieur Éric JAUFFRET en qualité d'expert-comptable lequel a relevé notamment de graves anomalies dans la tenue de la comptabilité.

Depuis le 6 mars 2019, l'administrateur judiciaire a pour mission la représentation de la société.

Par jugement en date du 23 octobre 2019, la période d'observation a été renouvelée exceptionnellement jusqu'au 21 mai 2020.

Au cours de l'audience, toutes les parties s'accordaient à reconnaître que la période estivale avait été satisfaisante, que les salariés étaient investis, motivés et que l'entreprise présentait une rentabilité importante avec une trésorerie florissante.

Dès lors, il paraît évident que la poursuite de l'activité doit être encouragée et privilégiée avec une restructuration de l'entreprise et la réalisation d'investissements visant à la moderniser.

Il sera présenté aux termes de la présente le projet d'entreprise global comprenant la restructuration de l'entreprise au niveau de la gérance et des parts sociales (**I**) ainsi que les investissements matériels à effectuer pour assurer la continuité de l'activité dans de bonnes conditions (**II**).

I. La nouvelle gérance et la modification du capital social

A titre préliminaire, il est précisé que l'ensemble des mesures développées ci-dessous seront proposées **sous condition suspensive de l'approbation du plan de redressement par le tribunal de commerce.**

CG ~~AN~~ AN

1. La démission du poste de gérant par Monsieur Daniel MAUREL et la nomination en ses lieux et place de Madame Céline GUINTRAND et de Madame Naïma ABBAS pour une cogérance de l'entreprise

1.1 Monsieur MAUREL renonce à la gestion de l'entreprise et conserve un statut de salarié

Monsieur Daniel MAUREL accepte de **démissionner de son poste de gérant et s'engage, en toutes circonstances, à ne plus assurer la gérance de la société pendant toute la durée du plan de redressement.**

Par ailleurs, il occupera un poste de salarié au sein de l'entreprise en qualité de **Responsable logistique** pour une rémunération brute annuelle de 30.000 euros.

Ce poste et cette rémunération semblent adaptées au profil de Monsieur MAUREL qui connaît parfaitement l'établissement pour l'avoir géré depuis plus de 25 années et qui s'y investit en temps et en énergie sans compter.

1.2 Mesdames Céline GUINTRAND et Naïma ABBAS seront nommées dans les statuts afin d'exercer une cogérance de l'entreprise

Avant la démission de Monsieur MAUREL, Mesdames **Céline GUINTRAND** et **Naïma ABBAS** seront nommées par l'Assemblée Générale qui agréera les deux nouvelles associées et les désignera gérante avec la prise d'acte de démission de Monsieur MAUREL.

Toutes deux, déjà salariées au sein de l'établissement, conserveront leur emploi en sus de leur statut de gérante.

Pour rappel, Madame Céline GUINTRAND a été élue en qualité de représentante des salariés pour les besoins de la procédure collective. Elle exerce actuellement le poste de serveuse à la plage pour une rémunération mensuelle de 2.300 euros brut.

Madame Naïma ABBAS exerce actuellement un poste de « Responsable service » au niveau de la Brasserie de l'établissement pour une rémunération brute mensuelle de 1712,45 euros.

La restructuration de l'entreprise s'accompagnera d'une revalorisation des salaires de Mesdames GUINTRAND et ABBAS à hauteur de 3500 euros brut chacune (soit 42.000 euros brut annuel chacune).

Le Contrat de travail de Mesdames GUINTRAND et ABBAS sera davantage complété et détaillé au niveau des fonctions exercées et du poste occupé afin qu'il soit aisé de distinguer les fonctions techniques et les fonctions de direction.

Dans le cadre du projet présenté au Tribunal, Mesdames GUINTRAND et ABBAS indiqueront qu'elles renoncent donc à toute rémunération au titre de la gérance eu égard aux difficultés financières de l'entreprise et afin de favoriser la réussite du plan de redressement.

CG)  AN

1.3 Les causes de cessation des fonctions des gérantes seront prévues dans les statuts

Les statuts devront évoquer les causes de cessation des fonctions suivantes :

- Un empêchement personnel de type décès, incapacité ou interdiction de gérer ;
- Sauf cas de force majeure ou maladie, la démission du gérant ne sera pas recevable avant 2 années après l'adoption du plan de redressement sauf à verser une indemnité forfaitaire de 15.000 euros à la société. Les statuts devront donc prévoir un engagement de durée des gérantes afin d'apporter des garanties au Tribunal sur la pérennité du projet et l'investissement des gérantes ;
- La révocation du gérant pour un juste motif (grave faute de gestion, attitude déloyale...) sous peine de dommages et intérêts. Décision de révocation prise par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales
- La révocation ne sera pas possible pendant 2 ans à compter de l'adoption du plan, les associés s'interdisent toute révocation (à prévoir dans une AG) des gérants pendant ce délai. Après ce délai, toute révocation devra suivre la procédure habituelle dont les modalités seront fixées dans les statuts.
- La révocation judiciaire demandée en Justice par un associé pour cause légitime.
- Outre la révocation judiciaire, il pourra également être prévu dans les statuts les causes de révocation facultative des associés : liquidation judiciaire, concurrence directe de l'entreprise ou en qualité d'associé dans une autre société exerçant la même activité, attitude déloyale ou de dénigrement de l'entreprise, démission de gérance dans les 2 ans du plan, etc...

1.4 Les pouvoirs des gérantes pourront être également déterminés lors de l'Assemblée Générale et dans un pacte d'Associé

Evidemment, le principe est que les gérantes devront prendre toutes les décisions et effectuer tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société dans son ensemble.

Par ailleurs, pour davantage de fluidité et d'efficacité, il sera convenu que la gestion quotidienne de l'activité de plagiste sera assurée par Madame Céline GUINTRAND et que la gestion quotidienne de la restauration et de la brasserie sera assurée par Madame Naïma ABBAS.

2. L'opportunité et les avantages d'une cogérance GUINTRAND – ABBAS

La cogérance GUINTRAND – ABBAS est tout à fait opportune en l'espèce car chacune des « futures » gérantes bénéficie d'une expertise avérée dans des domaines bien distincts et complémentaires.

En effet, Madame GUINTRAND est en charge de la plage privée tandis que Madame ABBAS gère la restauration de l'établissement.

Toutes deux ont démontré au cours de la période d'observation leur investissement, leurs compétences et leur précieuse expérience.

CG  AN

Madame Céline GUINTRAND, représentante des salariés, **occupe une place centrale et connaît parfaitement l'activité, la clientèle et les spécificités de la plage privée.** Elle exerce au sein du BISTINGO depuis de nombreuses années et a eu connaissance de toutes les difficultés rencontrées antérieurement par la société.

Quant à Madame Naïma ABBAS, elle est également très **expérimentée, fortement investie et a constitué un interlocuteur efficace avec l'administrateur judiciaire lors de toute la période d'observation,** outre l'exercice quotidien de ses fonctions de Responsable de service.

En effet, elle a reçu délégation de pouvoir par l'administrateur judiciaire pour :

- La gestion technique : tenue et contrôle journalier de la caisse, organisation du service, de la carte, de l'approvisionnement du restaurant ;
- La gestion administrative : transmission de l'ensemble des factures et bon de commande à l'administrateur, enregistrement journalier des recettes ;
- La gestion du personnel : responsable du processus de recrutement, organisation des congés payés, tenue des registres ;
- Gestion du contrôle de l'hygiène et la sécurité au travail

Madame ABBAS a exercé de nombreuses responsabilités et a mis en place, en collaboration avec l'administrateur, une procédure rigoureuse pour une gestion saine de l'entreprise.

La cogérance proposée dans le cas du BISTINGO présente l'avantage d'une répartition des compétences et tâches selon les spécialités de chaque profil. Elle garantit également une continuité dans la gestion et favorisera la transition en douceur compte tenu de la démission de Monsieur MAUREL et de l'adoption du plan de redressement.

Enfin, d'un point de vue humain et personnel, Mesdames ABBAS et GUINTRAND se connaissent, s'apprécient et ont l'habitude de travailler ensemble.

3. La modification du capital social de l'entreprise

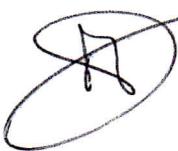
A ce jour, Monsieur Daniel MAUREL détient l'intégralité des parts sociales de l'entreprise.

Il conviendra d'opérer une cession de parts¹ afin d'aboutir à la répartition suivante :

- Monsieur Daniel MAUREL : 51 % des parts sociales
- Madame Céline GUINTRAND : 25 % des parts sociales
- Madame Soraya ABBAS : 24 % des parts sociales

La répartition des parts est ainsi faite car si Mesdames GUINTRAND et ABBAS sont majoritaires à elles deux il s'agira d'un collège de gérance majoritaire et elles ne pourront pas alors bénéficier d'un contrat de travail. Or, elles acceptent ce montage et ce risque à la condition qu'elles conservent un contrat de travail et donc une certaine sécurité.

¹ Cession de parts sous conditions suspensives de l'adoption du plan et de l'obtention du crédit par les acquéreurs.

CG  AN

En tout état de cause, le fait que Monsieur MAUREL reste majoritaire sera compensé par l'interdiction de vote qui devra être ordonnée par décision de justice afin de s'imposer à la société.

A titre de garantie, il conviendra de prévoir les dispositions suivantes :

- **Aucune distribution de dividendes aux associés jusqu'au complet apurement du plan de redressement ;**
- **Renoncement à solliciter le remboursement de son compte courant d'associé créateur pendant toute la durée du plan de redressement ;**
- **Inaliénabilité du fonds de commerce pendant toute la durée du plan de redressement ;**
- **Interdiction de toute modification sur le capital pendant toute la durée du plan de redressement**
- **Interdiction de vote statutaire par M. MAUREL sur la distribution des dividendes, sur l'affectation du résultat (mais pourra donner quitus aux gérants) et sur la modification du capital social**

A titre subsidiaire, le chiffre de 3 associés permettra d'éviter les situations de blocage.

II. Les investissements matériels qui seront réalisés pour une continuité d'activité dans de bonnes conditions

Un certain nombre d'investissements devront être réalisés à court ou moyen terme afin d'entretenir l'établissement et de marquer un renouveau vis-à-vis de la clientèle.

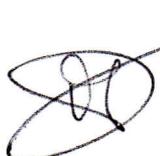
1. La cuisine

- Nettoyage complet de la cuisine et de la hotte à effectuer par l'intermédiaire d'un professionnel en début de saison ;
- Achat d'un four professionnel à prévoir pour la saison à venir ;
- Deux petites friteuses pour la saison à venir (nouvelle carte) ;
- Petit matériel (shaker, presse fruits, coupe légumes) ;

2. La salle de restaurant

- Réfection du plafond suite à des infiltrations d'eau (à voir avec l'assureur pour une prise en charge) ;
- Changement des volets roulants ;
- Finalisation des travaux de toiture actuellement en cours

CG

 AN

3. Terrasse extérieure

- Nouvel éclairage des lieux ;
- Acquisition d'un porte menu professionnel
- Renouvellement des deux bâches de protection soleil et réglage des bras électrique avant le début de la saison
- A court terme : repeindre la structure en métal de la terrasse abimée par la corrosion
- A moyen terme : remplacer la structure en métal de la terrasse au profit d'une structure en bois
- Changement des baies vitrées cassées : ceci est en cours de concrétisation, l'assurance (La MAAF) a d'ores et déjà adressé le chèque qui est en possession de l'administrateur judiciaire

4. La plage

- De Mai à septembre : Favoriser au maximum l'investissement de la plage par la clientèle :
 - Ouverture le soir de 19h à 22h
 - Apéritif « apéro Beach » - Bar à Cocktail
 - Dîner sur la plage – développement de la Carte (pizza, petites fritures, tempura, planche de charcuterie)
 - Ambiance musicale jusqu'à 22h (music lounge)
 - Personnel affecté à la plage : 2 personnes
- Changement de l'éclairage et de la décoration (palmiers...)

5. Le Menu et la Carte

- Augmentation des tarifs (aucune augmentation n'a été faite depuis plusieurs années)
- Approvisionnement en produits de base de meilleure qualité (poissons frais, légumes frais...) pour les plats et les pizzas ;
- Réduction du choix sur la Carte afin de favoriser un travail sur des produits frais et de saison ceci correspondant à la tendance et aux attentes actuelles de la clientèle
- Dès que possible, il conviendra d'investir dans la création d'un site internet avec un référencement adapté pour une bonne visibilité de l'établissement (et notamment pour le développement de ventes de pizzas puisqu'il y a une réelle demande dans le secteur).

Monsieur Jean-Luc BERTHON (Cabinet BBR) restera en charge de la comptabilité de l'entreprise ce qui permettra un suivi efficace de l'activité et une bonne visibilité.

L'objectif est de faire croître le chiffre d'affaires dès la saison 2020 à hauteur de 10% minima. Il s'agit d'un objectif réalisable dans la mesure où l'entreprise est restructurée efficacement et que les investissements utiles sont effectués (tant du point de vue matériel que du point de vue humain).

CG  AN

Les investissements matériels pourront être effectués progressivement afin que cela soit tenable d'un point de vue financier.

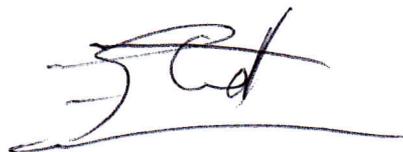
Fait à Marseille
Le 30 avril 2020

Signatures

M. MAUREL

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mme GUINTRAND

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping initial 'G' followed by a horizontal line.

Mme ABBAS

A handwritten signature in black ink, showing a stylized initial 'A' with a horizontal line underneath.A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'A' with a horizontal line, followed by the initials 'AN'.